

---

# AU-DELA DU PIB : RECUEIL DE POINTS DE VUE FEMINISTES AU NIVEAU REGIONAL

---



## Documents de discussion Oxfam

Les documents de discussion d'Oxfam visent à contribuer au débat public et à susciter des réactions sur les questions de développement et de politique humanitaire. S'agissant de « travail en cours », ces documents ne constituent pas nécessairement des publications finales et ne reflètent pas les positions politiques d'Oxfam. Les opinions et recommandations exprimées sont celles de l'auteur et pas forcément celles d'Oxfam.

Pour plus d'informations ou pour partager vos remarques sur ce document, veuillez envoyer un courriel à [policyandpractice@oxfam.org.uk](mailto:policyandpractice@oxfam.org.uk).

# TABLE DES MATIÈRES

Remerciements.....	3
À propos des autrices.....	4
Avant-propos.....	5
Résumé.....	7
<b>1. Alternatives féministes et décoloniales au PIB : perspective d'Amérique latine.....</b>	<b>8</b>
<b>Natalia Quiroga Diaz.....</b>	<b>8</b>
La valeur incommensurable de toutes les formes de vie .....	8
Remise en cause de la domesticité : comment les mesures du PIB négligent les soins .	11
<b>2. PIB et réalités des femmes africaines : lever le voile sur les héritages coloniaux et les agendas néolibéraux .....</b>	<b>14</b>
<b>Lumonya Faith and Jennifer Lipenga .....</b>	<b>14</b>
introduction.....	14
PIB et travail de soin .....	15
PIB et souveraineté alimentaire.....	16
PIB et extraction des ressources en Afrique : esclavage moderne/travail non libre.....	17
Une réalité alternative enracinée dans les valeurs panafricaines.....	18
<b>3. Le PIB au Moyen-Orient et en Afrique du Nord : plus d'équité, moins de partialité.....</b>	<b>20</b>
<b>Samia Al-botmeh .....</b>	<b>20</b>
Problèmes et écueils liés au PIB dans la région MENA .....	20
Causes sous-jacentes des lacunes du PIB.....	24
<b>4. Abandon progressif du modèle axé sur la croissance économique : le point de vue du féminisme post-colonial en Asie du Sud.....</b>	<b>26</b>
<b>Nalini Rathnaraja .....</b>	<b>26</b>
Introduction et contexte .....	26
Défis .....	27
Économie.....	27
Des niveaux d'endettement élevés .....	29
Le changement climatique et son impact sur les objectifs visés par le PIB .....	29
Militarisation, femmes, paix et sécurité.....	30
Opportunités.....	30
Sensibilisation et coopération régionale .....	31
Féminisme et activisme des jeunes .....	31
Conclusions.....	32
<b>Notes .....</b>	<b>33</b>

# REMERCIEMENTS

Les articles compilés ici ont été rédigés par Lumonya Faith, Jennifer Lipenga, Samia Al-Botmeh, Natalia Quiroga Diaz et Nalini Rathnarajah.

Le processus a été organisé par Rachel Noble avec le soutien d'Anam Parvez, Myrah Butt, Felister Gitonga, Nasheli Noriega, Dorra Chaouachi, Hadeel Qazzaz et Nadine Mezher.

Nabil Abdo, Kadidjatou Bah, Clare Coffey, Chama Mwandalesa et l'équipe de publication d'Oxfam ont apporté des contributions et un soutien supplémentaires.

Illustrations de Vidushi Yadav et Medhavini Yadav.

Traduit de l'anglais par eXceLingua (Pierre Le Grand; Jérôme Richard) et Morgane Menichini.

# À PROPOS DES AUTRICES



**Natalia Quiroga Díaz** est maîtresse de conférence à l'Instituto del Conurbano de l'Universidad Nacional de General Sarmiento en Argentine. Elle co-coordonne le groupe de travail Economía feminista emancipatoria (économie féministe émancipatrice) au Consejo Latinoamericano de Ciencias sociales (CLACSO). Elle a proposé le concept d'économie féministe décoloniale en 2012 et développe le concept d'économie post-patriarcale depuis 2019.



**Lumonya Faith** est une économiste féministe spécialisée dans le développement originaire de l'Ouganda. Elle utilise ses compétences rédactionnelles et d'analyse pour contribuer à une confrontation réfléchie et radicale des systèmes et des structures responsables des inégalités et de la discrimination dans la société. Elle est responsable de la justice économique et de l'action climatique au sein d'Akina Mama wa Afrika.



**Jennifer Lipenga** consacre son travail à la réinvention des systèmes économiques actuels pour contribuer à la création d'économies justes au service des populations et de la planète. En tant que chargée des programmes au sein d'Akina Mama wa Afrika, elle œuvre à la promotion d'alternatives politiques macroéconomiques féministes et à la lutte contre les flux financiers illicites en Afrique. Elle est également membre de la Feminist Macroeconomic Alliance au Malawi, où elle plaide pour une justice fiscale féministe.



**Samia Al-Botmeh** est professeure adjointe en économie à la Faculty of Business and Economics/Birzeit University en Cisjordanie (Palestine), où elle a également dirigé le Centre for Development Studies. Ses domaines d'intérêt et ses publications se concentrent sur l'économie du genre, l'économie du travail et l'économie politique du développement.



**Nalini Rathnarajah** est défenseuse des droits des femmes, féministe, militante politique, chroniqueuse, chercheuse, formatrice et personne ressource spécialisée dans l'égalité de genre, la participation politique des femmes, les droits humains et la consolidation de la paix. Opérant au Sri Lanka, elle s'implique activement pour la promotion et la protection des droits humains depuis plus de 25 ans et fait partie de nombreux réseaux et mouvements sociaux aux niveaux national, régional et mondial.

# AVANT-PROPOS

Alors que six<sup>1</sup> des neuf limites planétaires ont déjà été franchies, nous sommes face à une crise qui menace de causer des dommages irréversibles aux populations et à la planète. Le système économique mondial et son obsession pour le modèle centré sur la croissance du PIB constituent une menace existentielle, tout en étant désastreux pour les femmes, les filles et les personnes non binaires.

Cela fait plus de quarante ans que le monde, en particulier les pays du Sud, est soumis au mantra du PIB à tout prix. Un mantra défendu par les institutions financières internationales (IFI) comme le Fonds monétaire international et la Banque mondiale, et scrupuleusement mis en œuvre par les gouvernements au moyen de politiques et de mesures favorisant la privatisation, l'austérité et la dette. Tous ces choix ont conduit à une consolidation sans précédent du pouvoir des grandes entreprises et à une concentration des richesses.

Une autre voie est attendue.

Cette compilation d'articles présente les points de vue et les analyses critiques d'éminentes universitaires et militantes féministes issues de quatre régions du monde : Jennifer Lipenga et Lumonya Faith (Afrique) ; Samia Al-Botmeh (Moyen-Orient et Afrique du Nord) ; Nalini Rathnarajah (Asie du Sud) ; et Natalia Quiroga Diaz (Amérique latine et Caraïbes). Chaque article met un lumière un nouveau contexte et démontre le rôle joué par cette obsession mondiale pendant des décennies dans chaque région, guidant des politiques qui ont nui de manière disproportionnée à celles et ceux qui se trouvent au croisement des systèmes d'oppression, tout en causant des dommages dévastateurs à l'environnement et au climat.

Les autrices démystifient les débats pour aller au-delà du PIB, explicitent le jargon technique pour se reconnecter avec le quotidien de la grande majorité et les luttes pour la justice actuellement menées par les mouvements féministes et de justice sociale au sens large. Bon nombre des questions soulevées sont récurrentes et interdépendantes, démontrant comment le même système économique se manifeste dans différents contextes, entraînant souvent des préjudices similaires : esclavage et travail forcé en Afrique, militarisation et conflits dans la région MENA, extractivisme en Amérique latine et pratiques fondées sur l'exploitation au travail dans les chaînes de valeur mondiales en Asie du Sud.

Parmi les autres thématiques communes figurent les liens solides qui existent entre un agenda axé sur la croissance et le colonialisme, l'impérialisme et le patriarcat, ainsi que la proportion importante et inégale de femmes dans le travail domestique et de soin non rémunéré ou le travail informel, qui restent largement non comptabilisés dans le PIB. Par conséquent, d'aucuns pourraient dire que la contribution du travail de soin non rémunéré à l'économie est négligée, que son rôle vital dans le bien-être et la reproduction sociale est invisibilisé et que la manière dont l'austérité, la dette et la privatisation des services publics augmentent la charge du travail domestique et de soin incombant aux femmes et aux filles est occultée.

Cette compilation contribue aux recherches féministes décoloniales sur les alternatives économiques non seulement pour contrer les récits et les cadres néolibéraux dominants, mais aussi et surtout pour inspirer une transformation radicale des économies, montrant qu'une autre voie est possible. Elle est publiée à un moment charnière. L'appel pour aller au-delà du PIB prend de l'ampleur à l'échelle mondiale, notamment les appels soutenus par des mouvements féministes et sociaux plus larges, avec la définition d'indicateurs qui

complètent ou dépassent le PIB spécifiés dans les nouveaux engagements inclus dans le Pacte pour l'avenir des Nations Unies adopté récemment. Cette compilation d'articles inclut des enseignements importants pour les responsables de l'élaboration des politiques à cet égard. Il s'agit d'un puissant appel à abandonner un système économique défaillant au profit d'un monde nettement plus égalitaire, plus respectueux de l'environnement et plus féministe, en intégrant des perspectives féministes et décoloniales dans les politiques et en finançant une transition vers une économie du bien-être axée sur les soins. Comme le rappellent Jennifer Lipenga et Lumonya Faith dans le contexte africain : « À quoi sert un PIB élevé si les personnes ne sont pas satisfaites de leur vie, si l'extraction capitaliste érode l'esprit de solidarité et de communauté, ainsi que les valeurs qui ont longtemps été entretenues dans les cultures africaines, ubuntu ngumuntu ngabantu, qui mettent l'accent sur le fait "d'exister soi-même à travers les autres" ? »

Si les articles présentés ici se concentrent sur les pays du Sud, la doctrine de la croissance a également été un facteur majeur d'inégalités et de pauvreté dans les pays du Nord. Cela se manifeste par exemple par la montée de la pauvreté et la baisse du niveau de vie au Royaume-Uni, où les femmes ayant un faible revenu, les femmes issues de minorités ethniques, les femmes en situation de handicap et les familles avec enfants figurent parmi les personnes les plus durement touchées<sup>2</sup>. La croissance économique dans les pays du Nord étant fortement tributaire de l'extraction des ressources et de la main-d'œuvre des pays du Sud, et les IFI cautionnant la mise en œuvre de cet agenda au profit des multinationales et des financements privés mondiaux qui proviennent principalement des pays du Nord, remédier à ces injustices nécessite un activisme et une solidarité entre les régions et entre les mouvements.



**Neelanjana Mukhia**  
**Director, Gender Justice**  
**Oxfam International**

# RESUME

Cette publication présente les points de vue d'éminent-es universitaires et militant-es féministes de quatre régions des pays du Sud sur les raisons pour lesquelles le principal objectif et la mesure clé du progrès économique doit aller au-delà du produit intérieur brut (PIB). En s'appuyant sur des exemples et des éléments probants issus de leurs contextes respectifs, **Lumonya Faith** et **Jennifer Lipenga** (Afrique), **Samia Al-Botmeh** (Moyen-Orient et Afrique du Nord), **Nalini Rathnarajah** (Asie du Sud) et **Natalia Quiroga Diaz** (Amérique latine et Caraïbes)\* montrent à quel point le modèle axé sur la croissance du PIB s'est révélé désastreux pour les droits des femmes, des filles et d'autres personnes au croisement des injustices.

***Au-delà du PIB : recueil de points de vue féministes au niveau régional*** démontre avec force comment l'obsession de l'augmentation du PIB à tout prix biaise l'élaboration des politiques au profit de mesures qui favorisent l'austérité, la dette, le pouvoir des grandes entreprises et les pratiques fondées sur l'exploitation au travail. Cela inclut l'invisibilisation du travail domestique et de soin non rémunéré des femmes, qui n'est toujours pas comptabilisé dans le PIB et non reconnu comme un contributeur clé à la richesse d'un pays, bien qu'il constitue l'épine dorsale des économies. Les autres thèmes abordés dans les quatre articles comprennent les liens entre le PIB et le colonialisme, l'extractivisme, la militarisation et les conflits, la souveraineté alimentaire, ainsi que le dérèglement climatique et environnemental. Face à la doctrine dominante centrée sur la croissance du PIB et dans un appel à agir d'urgence, les autrices font valoir les réseaux locaux, autochtones et féministes de connaissances et les approches qu'il convient d'adopter pour abandonner les systèmes économiques néfastes basés sur l'exploitation afin de se tourner vers des solutions qui privilégient les soins, ainsi que le bien-être des personnes et de la planète. Les mouvements féministes sont au cœur de ces efforts.

Proposée par Oxfam, cette compilation d'articles arrive à un moment crucial. On observe un recul dans le domaine de la justice de genre à l'échelle mondiale, les inégalités économiques au sein et entre les pays sont en hausse, le changement climatique s'accélère et sept des neuf limites planétaires ont maintenant été franchies. La dynamique mondiale pour développer des alternatives au PIB prend de l'ampleur, notamment au sein des Nations Unies. Néanmoins, les points inclus dans les cadres alternatifs et leur but ultime, ainsi que la manière dont ils sont conçus, mis en œuvre et financés, seront déterminants pour leur capacité à déclencher des changements significatifs. Il sera essentiel d'inclure les voix et les points de vue des réseaux et mouvements féministes pour y parvenir. ***Au-delà du PIB : recueil de points de vue féministes au niveau régional*** cherche à vulgariser le jargon technique pour démystifier ce programme, le rendre plus accessible au plus grand nombre et soutenir plus largement les alternatives transformationnelles aux niveaux national, régional et mondial. Il inclut également de nombreuses leçons et analyses importantes pour les responsables de l'élaboration des politiques du monde entier sur les raisons pour lesquelles cette problématique est si importante pour garantir la justice pour tou-te-s et protéger notre planète.

# 1. ALTERNATIVES FÉMINISTES ET DÉCOLONIALES AU PIB : PERSPECTIVE D'AMÉRIQUE LATINE

NATALIA QUIROGA DIAZ



## LA VALEUR INCOMMENSURABLE DE TOUTES LES FORMES DE VIE

L'utilisation du produit intérieur brut (PIB) comme principal indicateur de richesse entre les pays a accentué les questions autour des récits de croissance économique et de limitation de l'économie aux mécanismes de marché.

Le prisme décolonial relie l'économie aux impératifs éthiques de mener une vie décente. De même, les approches *Buen Vivir* (bien vivre ou vivre bien) développées par différents peuples à travers l'Amérique latine proposent un concept de l'économie qui est lié au fondement matériel de la vie<sup>3</sup>.

Au sein de la communauté Aymara en Bolivie, le *Suma Qamaña* propose de trouver un équilibre entre les sphères sociales, collectives et environnementales, qui implique à son tour un équilibre avec le monde spirituel. Dans cette configuration, l'*Ayllu* est une division politique et économique qui soutient ses membres tout au long de leur vie dans la communauté.

En Équateur, le *Sumak Kawsay* (en quechua) partage la vision éthique du *Suma Qamaña*. Il se matérialise dans le plan de développement national de 2011 autour des dimensions suivantes : satisfaction des besoins, qualité de vie, mort digne, aimer et être aimé-e, épanouissement sain de toutes choses en harmonie avec la nature, maintien illimité des cultures et temps libre pour la contemplation, l'émancipation et la croissance des libertés, des capacités et du potentiel.

Les visions des communautés aymara et quechua, que l'on retrouve dans les constitutions de leurs pays respectifs, reconnaissent les principes de réciprocité et de coexistence avec la nature en intégrant une dimension spirituelle et avec une certaine capacité d'action.

Chez les Mapuches, le *Küme Mogñen* part du principe qu'un équilibre entre toutes les créatures et tous les espaces qui composent un territoire est essentiel pour maintenir le bien-être de la communauté. Tout déséquilibre découle d'une sanction infligée par les *Ngen* (puissances spirituelles) qui régissent l'utilisation des espaces. Pour vivre en harmonie, il convient de respecter les principes communautaires fondamentaux, dont toute violation dégrade irrémédiablement la nature et se traduit par une punition des personnes qui les transgressent.

Chez les populations afrodescendantes, *Ubuntu* propose une manière éthique d'habiter la planète. Plutôt que de considérer l'humanité comme la somme des individus, ce principe met l'accent sur le collectif et voit le bien-être de toutes les créatures vivantes comme interdépendant, avec une dépendance explicitement assumée à la nature. D'où l'affirmation « Je suis parce que nous sommes » qui reconnaît l'existence et la ré-existence des personnes noires dans l'écosystème de chaque territoire. En Colombie, la défenseuse des droits fonciers Francia Márquez a fait du principe *Ubuntu* le socle de la plateforme politique qui l'a amenée à devenir vice-présidente du pays. À l'instar des autres concepts, *Ubuntu* n'est pas anthropocentrique : il inclut tous les êtres non-humains dans le « nous » qui « sommes ».

D'autres propositions pour vivre bien, formulées par diverses communautés à travers la Mésoamérique, le Río de la Plata et l'Amazonie, sont venues étoffer ces idées.

Les différentes visions de *Buen Vivir* ont en commun l'intégration des dimensions spirituelle et matérielle et la reconnaissance de notre interdépendance avec la nature, investie de capacité politique et d'action. Bien que les *feminismos comunitarios* (féminismes communautaires)<sup>4</sup> mettent en garde contre les conséquences du pouvoir des patriarcats dits « autochtones » qui opèrent clairement une division genrée du travail au détriment des femmes et des populations marginalisées, il s'avère également que les insurrections féministes ont donné lieu à des façons alternatives de penser le monde.

Les perspectives sur le bien vivre ont donné force et légitimité politique à des activistes de premier plan comme Berta Cáceres de la communauté Lenca au Honduras, dont la lutte pour protéger la rivière Gualcarque lui a coûté la vie, et *Machi* Francisca Linconao, leader politique Mapuche qui, malgré la persécution pour avoir défendu la terre, a été l'une des sept représentant-es Mapuche nommé-es à la récente convention constitutionnelle chilienne<sup>5</sup>.

Les efforts pour défendre la nature et les perspectives de *Buen Vivir* servent de contrepoint efficace aux visions de croissance et de développement que les gouvernements présentent inlassablement comme l'unique option, en utilisant le PIB comme principal point de référence.

Le fait de reconnaître la pluralité des visions en Amérique latine remet en question le projet de modernisation et de colonisation qui suppose une séparation entre la nature et la culture et crée des économies structurées en fonction des objectifs de croissance et de

développement<sup>6</sup>. Par conséquent, la nature n'est valorisée qu'en tant que ressource pour la production et cela crée une dépendance à l'égard de pratiques extractivistes et de monocultures qui soutiennent les économies de la région et qui servent de justification aux augmentations ou aux diminutions du PIB.

La Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (2023) a démontré que la région représente une part importante des ressources naturelles mondiales, qui sont inégalement réparties entre les pays :

*« Environ 20 % des réserves de pétrole, 25 % des métaux stratégiques et plus de 30 % des forêts primaires mondiales se trouvent dans la région [...] La région abrite 47 % des réserves mondiales de lithium, 36,6 % de cuivre, 34,5 % d'argent, 23,8 % de graphite naturel, 20,6 % d'étain, 18,8 % de fer, 16,7 % de terres rares et 15,7 % de nickel. Elle produit également plus de 50 % de l'argent, 37 % du cuivre, 36 % du molybdène, 37 % du lithium, 20 % de l'étain et du zinc, et 16 % du fer dans le monde<sup>7</sup>.*

L'élaboration d'alternatives au PIB doit se confronter à la réalité, à savoir qu'en Amérique du Sud, où de nombreuses propositions *Buen Vivir* ont été formulées, 35 % des terres sont utilisées pour cultiver du soja et le recours aux engrais non biodégradables a augmenté de 69 %. Entre 2019 et 2021, les ressources naturelles représentaient 50 % des exportations totales et 10,1 % du PIB de l'Amérique latine<sup>8</sup>. En Amérique centrale et au Mexique, l'activité industrielle réalisée par les *Maquiladoras* et les travailleurs et travailleuses migrant·es a une plus grande influence sur le PIB, tandis que les pays d'Amérique du Sud dépendent de plus en plus des exportations nettes de ressources naturelles, en particulier de biomasse et de minéraux<sup>9</sup>.

Dans ce contexte, toute mesure alternative proposée doit révéler au grand jour la manière dont les politiques privilégiant la croissance et le développement au détriment du *Buen Vivir* reposent sur des relations qui reviennent à piller les écosystèmes.

Le modèle économique actuel axé sur le PIB menace les formes de subsistance et l'agriculture à petite échelle en exacerbant les conflits fonciers existants ; il provoque le déplacement des paysan·nes, des fermes familiales et des communautés autochtones ; il accroît la déforestation et la contamination produites par les pesticides et les produits agrochimiques en général ; il détruit les économies régionales ; et il aggrave la perte de souveraineté alimentaire. Ces effets négatifs sont encore plus forts pour les femmes autochtones, afrodescendantes, paysannes et migrantes, qui occupent les postes les plus vulnérables socialement en raison du racisme structurel. Par exemple :

*« En Amérique latine et dans les Caraïbes, la population rurale a atteint 121 millions de personnes, soit 20 % de la population totale. Sur ce total, 48 % (58 millions) sont des femmes qui travaillent jusqu'à 12 heures par jour pour s'occuper de la ferme, des animaux, se procurer de la nourriture et préparer les repas, élever les enfants et s'occuper des personnes âgées et malades, entre autres tâches. Sur les 37 millions de femmes rurales âgées de plus de 15 ans, 17 millions font partie de la population économiquement active et plus de 4 millions sont classées comme agricultrices. On estime que neuf millions de ces femmes sont autochtones, parlent leur propre langue locale et sont soumises – dans la plupart des cas – à une double ou même à une triple discrimination, parce qu'elles sont des femmes, pauvres et autochtones<sup>10</sup>. »*

Les alternatives au PIB doivent être évaluées en fonction de leur capacité à s'opposer à un modèle patriarcal et colonial qui confine les populations racialisées dans des espaces de lutte contre les formes les plus violentes d'accumulation. Ces espaces transforment le corps des femmes en « zones de sacrifice » : des lieux abandonnés à la dynamique prédatrice d'industries qui engendrent des maladies et empoisonnent le sol, l'eau et l'air<sup>11</sup>. Les États sacrifient ces terres et les êtres qui les habitent sur l'autel de la maximisation des profits.

Au fil des générations, la priorité accordée à la croissance économique a des conséquences irréversibles sur la vie humaine et non humaine, qui ne sont pas prises en compte par les indicateurs économiques à court terme.

L'élaboration de mesures alternatives devrait tenir compte de la valeur incommensurable de toutes les formes de vie. Ce critère éthique remet en cause le concept d'« externalité » intrinsèque aux activités polluantes, qui sont rentables uniquement parce qu'elles n'ont pas à supporter le coût de la destruction de la vie<sup>12</sup>. Selon un point de vue décolonial, aucun prix ne peut être mis sur de nombreux éléments naturels que les industries classent comme ressources, car une grande partie de l'écosystème n'est pas renouvelable et la vie humaine ne peut pas être réduite à un nombre.

## REMISE EN CAUSE DE LA DOMESTICITÉ : COMMENT LES MESURES DU PIB NÉGLIGENT LES SOINS

Les relations d'exploitation qui sous-tendent les chiffres de la croissance économique ne sont pas toujours visibles dans les débats généraux sur les alternatives au PIB et doivent être explicitées.

Au milieu du XX<sup>e</sup> siècle, des théoricien·nes critiques en Amérique latine ont exposé les inégalités générées par le système économique international. Le capitalisme, en tant que système dominant, reposerait ainsi sur la création de territoires caractérisés par des activités à faible productivité et une abondance de main-d'œuvre précaire<sup>13</sup>. Une perspective décoloniale vient contester ces écoles de pensée, qui considéraient le sous-développement comme le problème clé et soutenaient ainsi des politiques animées par l'idée de progrès. Cela a contribué à faire perdurer un modèle colonial qui impose le PIB comme indicateur principal tout en dissimulant les coûts des politiques de croissance économique pour les corps, la nature et les activités de soins.

Dans le domaine des soins, cette création d'espaces sociaux de plus en plus précaires se traduit par l'augmentation des migrations. Cela a un impact particulier sur les femmes qui, pour assurer la survie de leur famille, doivent générer des revenus en s'occupant de personnes de pays du Nord, formant ainsi des chaînes mondiales de soins.

La croissance de ces chaînes mondiales est alimentée par des lignes de production inefficaces, incapables de générer des emplois rémunérés de manière équitable, et par un État qui se soustrait à la responsabilité de créer des infrastructures de soins. La baisse du PIB dans la région depuis la pandémie de COVID-19 ne révèle pas l'ampleur de l'accélération de la migration Nord-Sud. Outre le fait que l'implication des femmes dans le travail de soin répond aux besoins fondamentaux des ménages, leur migration garantit également l'afflux de dollars qui soutient les économies néolibérales, les transferts de fonds jouant un rôle central dans la création de richesses et le maintien du système.

*« Les transferts de fonds vers les pays d'Amérique latine et des Caraïbes devraient atteindre un record de 155 milliards de dollars en 2023 si les tendances observées à ce jour se poursuivent, soit une augmentation de 9,5 % par rapport aux 142 milliards de dollars enregistrés en 2022. Les transferts de fonds vers les pays de cette région ont affiché une croissance soutenue d'environ 10 % par an au cours des 10 dernières années<sup>14</sup>. »*

Le PIB ne tient pas compte des conséquences intergénérationnelles du déracinement des femmes, de la perturbation de la vie sur leur territoire d'origine ou du déficit de leadership

découlant de la migration des femmes les plus qualifiées pour les générations suivantes de jeunes femmes et de filles et pour la vie de la communauté.

Toute proposition visant à construire des moyens alternatifs de mesurer la création de richesse doit quantifier la valeur produite par les activités de reproduction sociale dans les multiples dimensions dans lesquelles elles se déroulent. Cette cartographie constitue l'un des principaux défis de la mesure. Dans le cas des transferts de fonds par exemple, alors que les estimations reflètent la contribution de la main-d'œuvre immigrée<sup>15</sup>, il n'existe pas d'informations permettant une comparaison pays par pays pour suivre la contribution des femmes aux flux de devises étrangères.

Par conséquent, la participation des femmes à la création de richesses reste invisible, malgré les progrès réalisés dans la valorisation du travail domestique non rémunéré et le fait que les enquêtes sur la gestion du temps ont montré le temps consacré à ce travail, ainsi que les activités réalisées en parallèle par les femmes pour garantir la fourniture de soins.

Nous savons qu'actuellement, dans toute l'Amérique latine, le travail de soin et le travail domestique représentent en moyenne 25 % du PIB<sup>16</sup>. La mesure par quintile a également permis de montrer comment, dans le cas de l'Argentine<sup>17</sup>, les femmes aux revenus les plus faibles consacrent jusqu'à sept heures par jour à ce type de travail, contre trois heures pour les femmes du quintile le plus élevé. Cela démontre que les femmes les plus pauvres contribuent le plus à la création de richesses.

Dans les pays d'Amérique latine, le travail domestique non rémunéré génère plus de richesses que le secteur industriel ou le secteur tertiaire. Et contrairement à d'autres activités économiques, il s'intensifie en temps de crise, comme on l'a vu pendant la pandémie de COVID-19<sup>18</sup>. Les indicateurs axés sur le marché et les biens ne tiennent pas compte de la capacité du travail de soin à contrer la récession économique. La pandémie a démontré qu'aucune activité commerciale ne serait possible sans le travail de soin et le travail domestique. Pourtant, les mesures du PIB ignorent la contribution apportée par les activités de reproduction.

Dans une perspective décoloniale, l'élaboration d'alternatives au PIB qui tiennent compte du travail domestique non rémunéré se heurte à un double défi : comprendre la répartition inégale du travail de soin dans la société et la façon dont les femmes racialisées et/ou migrantes sont surreprésentées dans ce type de travail ; et reconnaître la contribution des activités de reproduction au niveau collectif qui soutiennent les économies d'Amérique latine. Cela nécessite également de remettre en question de toute urgence la perception de la « domesticité » du travail reproductif.

Des analyses sont nécessaires pour mettre en rapport le concept de richesse et le travail qui préserve la vie, soulignant le rôle central joué par les économies sociales, locales, solidaires, afrodescendantes, autochtones et paysannes : des économies qui soutiennent la vie. On peut trouver un exemple de la force de cette approche dans le Registro Nacional de Comedores y Merenderos Comunitarios (Registre national des centres et initiatives alimentaires communautaires (ReNaCoM)), en Argentine, qui a enregistré 34 782 *comedores populares* (soupes populaires) actives à travers le pays en 2023<sup>19</sup>. De même, 34 449 travailleurs et travailleuses, principalement des femmes ou des personnes LGBTQIA+, ont été recensés-es comme travaillant dans les soupes populaires de l'organisation sociale la Poderosa, préparant 10 millions de repas par jour dans un pays de 45 millions d'habitants<sup>20</sup>.

Les alternatives au PIB en Amérique latine doivent reconnaître la pluralité des formes d'activité économique et le rôle central qu'y joue le travail reproductif. Refuser de considérer le travail de soin comme autre chose que du travail domestique le renforce comme bastion patriarcal et colonial. Cela nie en effet le rôle clé que joue la richesse

générée par le travail de soin dans ses multiples dimensions pour la création de communautés et le maintien de la vie de millions de personnes sur le continent.

Alors que les discussions sur des mesures allant au-delà du PIB s'intensifient au niveau régional et mondial, il est urgent que les universitaires et les mouvements féministes décoloniaux tiennent compte de telles perspectives critiques pour veiller à ce que le courant néolibéral dominant ne s'approprie pas les priorités et à ce qu'il soit possible d'en réaliser le plein potentiel de transformation.

# 2. PIB ET REALITES DES FEMMES AFRICAINES : LEVER LE VOILE SUR LES HERITAGES COLONIAUX ET LES AGENDAS NEOLIBERAUX

LUMONYA FAITH AND JENNIFER LIPENGA



## INTRODUCTION

« Ce qui peut être mesuré peut être valorisé et priorisé », dit-on. Lorsque nous donnons la priorité uniquement aux aspects matériels, sans tenir compte de tout ce qui nous relie les un-es aux autres et à l'environnement, nous prenons le risque de fausser notre vision du monde autant que les métriques que nous mettons en avant lorsqu'elles se concentrent exclusivement sur la production du marché. Cela suffit à souligner la nécessité de mesures allant au-delà du produit intérieur brut (PIB). Nous ne pouvons pas comprendre l'ampleur et l'étendue des problèmes auxquels nous sommes confronté-es, ni élaborer des solutions, sans tenir compte des perspectives et des réalités de celles et ceux qui ont été invisibilisé-es par les systèmes qui régissent notre monde aujourd'hui.

Comme le souligne Oxfam, les défauts inhérents au PIB sont évidents : le PIB entretient l'héritage néolibéral capitaliste, antiféministe et colonial en perpétuant un cadre de création de valeurs et de productivité qui ne tient compte que de ce qui peut être

monétisé. On donne davantage d'importance aux relations sur le marché qu'aux liens familiaux et sociaux, et l'individualisme prend le pas sur la solidarité et l'interdépendance. Les choix rationnels sont plus valorisés que le bien-être. Les femmes sont renvoyées à la sphère privée et leur travail passe inaperçu<sup>21</sup>. En Afrique, les répercussions sont profondes : la poursuite de la croissance du PIB alimente en effet les pratiques extractivistes et l'exploitation de la main-d'œuvre, des terres et du corps des femmes et d'autres personnes structurellement marginalisées. Le PIB fait par ailleurs abstraction de la façon dont la richesse qu'il calcule a été accumulée, que ce soit par des moyens légaux, illégaux, éthiques ou justes n'importe pas. En 2022, la France se vantait par exemple d'un PIB moyen de 2 780 milliards de dollars<sup>22</sup>. Pourtant, cette valeur ne tient pas compte des contributions que ses anciennes colonies ont apportées après avoir acquis leur indépendance « sur le papier » et suppose que l'extraction et l'exploitation par la France des ressources de l'Afrique de l'Ouest<sup>23</sup> sont un processus productif et donc intrinsèquement positif.

Pour remédier à ces injustices endémiques, nous devons commencer par démanteler les systèmes et les structures qui dominent notre monde et façonnent négativement notre vision du monde, rendant celui-ci de plus en plus invivable. Cela exige une réflexion approfondie sur la racine des problèmes dans une perspective historique, décoloniale, anticapitaliste et féministe. Nous devons également nous demander quels pourraient être les indicateurs alternatifs et comment ils permettraient de rendre justice aux communautés mal desservies que le PIB relègue au second plan depuis des décennies, en particulier en Afrique.

## PIB ET TRAVAIL DE SOIN

On ne saurait trop insister sur la valeur du travail de soin pour l'économie mondiale et pour le maintien des moyens de subsistance écologiques et humains et du bien-être. Alors qu'il contribue à maintenir la structure sociale en répondant aux besoins primaires en matière d'alimentation, de santé et d'hygiène, et en veillant à ce que tout le monde bénéficie de soins de base, le travail de soin est également le travail le plus précaire : on lui accorde peu de valeur sociale et il est assigné aux femmes comme une attente et une obligation<sup>24</sup>. Il contribue pourtant à l'économie mondiale à hauteur d'au moins 10 800 milliards de dollars, dépassant les revenus combinés des 50 plus grandes entreprises mondiales en 2018<sup>25</sup>. Il reste souvent sous-évalué et basé sur l'extractivisme et l'exploitation dans les cadres économiques existants, comme le PIB. Cette inadéquation des politiques montre comment le PIB est instrumentalisé pour perpétuer l'exploitation continue du travail des femmes. Il s'agit d'un programme orchestré par le régime capitaliste néolibéral, conçu pour s'assurer que les femmes continuent de subventionner l'État. Il y a toutefois une note d'espoir : des organisations féministes et de défense des droits des femmes plaident pour faire la lumière sur ces vérités soigneusement dissimulées. Parmi les initiatives en cours figurent l'élaboration du manifeste des soins, qui appelle à la reconstruction de l'organisation sociale des soins, à la reconnaissance de la valeur sociale et économique du travail de soin (rémunéré ou non) et au droit humain aux soins<sup>26</sup>.

En Ouganda par exemple, la récente modification de la loi de 2021 sur l'emploi reconnaît le travail domestique comme un travail. Bien que de telles politiques puissent sembler prometteuses, elles ne parviennent pas à redistribuer la charge des soins dans les faits, mais continuent au contraire d'imposer aux femmes de jouer un rôle tampon pour les infrastructures de soins défaillantes. D'autre part, des pays avec des salaires minimums bas comme l'Angola, l'Éthiopie, le Rwanda et l'Ouganda sapent tout potentiel ou tout

espoir de voir ce travail correctement rémunéré ou facilité par des investissements dans des équipements visant à alléger la charge de travail, bloquant ainsi tout progrès vers la réduction et/ou la redistribution de ce travail pour favoriser davantage la transformation de la vie des femmes et d'autres communautés structurellement marginalisées. Par conséquent, les appels à des mesures allant au-delà du PIB doivent également tenir compte de ces nuances et interroger les dynamiques de pouvoir sous-jacentes. Une attention particulière devrait être accordée à l'étude d'autres approches pour remédier à la sous-évaluation systématique du travail de soin, en particulier lorsqu'il est effectué par des femmes qui subissent de multiples formes d'oppression croisée. À cet égard, la valorisation des soins pourrait comprendre l'octroi d'allègements fiscaux sur les biens et services de soins essentiels tels que l'électricité, l'eau, le carburant, etc., le versement universel de pensions aux femmes (en particulier à celles contraintes de mettre en suspens leur carrière ou leur vie professionnelle), et la fourniture de soins de santé, d'éducation, de garde d'enfants, d'eau, entre autres services sociaux essentiels à tou·te·s, en particulier aux communautés structurellement marginalisées.

## PIB ET SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE

Dans de nombreux pays africains, les performances du secteur agricole et donc de la production alimentaire sont des piliers essentiels pour mesurer la croissance économique d'un pays calculée à partir du PIB. Parallèlement, la contribution des femmes à la production d'aliments destinés à la consommation des ménages et à un usage commercial a longtemps été estimée entre 60 et 80 %<sup>27</sup>. Ces dernières années, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) a suggéré que la contribution de la main-d'œuvre féminine au secteur agricole était légèrement inférieure à la moitié<sup>28</sup>. À ce titre, la valeur du secteur, y compris celle des personnes qui y travaillent, est souvent limitée à la valeur monétaire dégagée lors de la vente ou de l'achat des produits, l'objectif principal supposé étant d'atteindre la sécurité alimentaire. La sécurité alimentaire est également associée positivement à la croissance du PIB. Par exemple, selon une étude réalisée par Krystyna Świetlik, des niveaux plus élevés de sécurité alimentaire sont associés à des niveaux plus élevés de PIB, et les améliorations les plus marquées en matière de sécurité alimentaire sont observées dans les pays où le PIB par habitant·e augmente le plus rapidement<sup>29</sup>.

Cependant, les critiques soutiennent que les stratégies et les politiques mises en œuvre dans le cadre du paradigme de la sécurité alimentaire ont jusqu'à présent peu contribué à enrayer la faim et la malnutrition dans le monde, y compris en Afrique<sup>30</sup>. Au lieu de cela, la logique de sécurité alimentaire prive les paysan·nes et les agricultrices de subsistance de leurs droits au profit de la production, des bénéficiaires et de la monopolisation par de grandes entreprises<sup>31</sup>. En outre, la place prépondérante que le paradigme de la sécurité alimentaire accorde à la concurrence et à l'avantage économique contribue à dépolitiser le régime de production et ignore les processus suivis et les conditions dans lesquelles la nourriture finit sur la table, y compris la dynamique différenciée en fonction du genre qui est à l'œuvre ici<sup>32</sup>. William Schanbacher soutient que le modèle de sécurité alimentaire est « fondé sur, et renforce, un modèle de mondialisation qui réduit les relations humaines à leur valeur économique »<sup>33</sup>.

Selon la souveraineté alimentaire<sup>34</sup>, en revanche, la souveraineté sur l'alimentation est un droit humain fondamental et une alternative transformatrice à l'approche conventionnelle de la sécurité alimentaire. La souveraineté alimentaire reconnaît et met en avant les expériences et les réalités vécues des populations dont dépend l'approvisionnement alimentaire mondial : les productrices et producteurs vivriers dans le monde majoritaire, à

savoir en Afrique, en Amérique latine et en Asie. Elle repose non pas sur des théories abstraites sur le profit, la croissance et le PIB, mais plutôt sur la dignité humaine, les libertés fondamentales, les moyens de subsistance et le bien-être des populations. Dans le même temps, la souveraineté alimentaire repose sur la reconnaissance de la nature complexe des systèmes alimentaires, en particulier en Afrique, où le pouvoir et le contrôle de la production et de l'approvisionnement alimentaires sont contestés. C'est une solution pratique qui respecte le droit des personnes à choisir le type, la qualité et la quantité de nourriture, ainsi que la fréquence à laquelle elles souhaitent la consommer. Elle garantit des pratiques agricoles écologiquement durables, est ancrée dans des systèmes de production locaux et/ou autochtones, et propose de mettre fin au contrôle des grandes entreprises sur le système alimentaire mondial. Elle reconnaît que les populations et l'écosystème ont un rôle égal et vital dans le processus de production et qu'aucun rôle n'est plus précieux que l'autre. La nourriture est ainsi appréciée non seulement comme une substance pour assouvir la faim et apporter un gain économique, mais aussi pour sa valeur sociale et culturelle.

## **PIB ET EXTRACTION DES RESSOURCES EN AFRIQUE : ESCLAVAGE MODERNE/TRAVAIL NON LIBRE**

Alors même que le nombre de personnes actuellement réduites en esclavage est plus élevé que jamais<sup>35</sup>, l'esclavage est surtout vu comme une relique du passé, tout comme le colonialisme. Mais il existe de nombreuses autres façons dont l'esclavage est imposé en Afrique, avec des systèmes et des structures d'oppression comme le patriarcat, le capitalisme néolibéral et le néocolonialisme utilisés pour maintenir en place les structures de pouvoir qui renforcent la poursuite du profit, l'accumulation de richesses et la croissance du PIB. Les luttes et les justifications des communautés autochtones, paysannes, racialisées, féminines, transgenres, diversifiées et marginalisées à travers le monde confirment deux faits indéniables : premièrement, que les puissances coloniales, loin de disparaître, continuent de s'étendre grâce à l'économie néolibérale ; et deuxièmement, qu'il est impératif d'imaginer des moyens alternatifs pour s'attaquer aux problématiques de l'esclavage moderne et du néocolonialisme, qui gommant toute distinction entre public et privé. Cette distinction est créée artificiellement par les idéologies capitalistes patriarcales, néocoloniales et néolibérales.

On assiste à une recrudescence inquiétante des conditions de travail non libres dans le monde. En Afrique, on estime que 40 millions de personnes ont été victimes de l'esclavage moderne rien qu'en 2016<sup>36</sup>. Parmi ces situations, l'« esclavage de propriété » reste important, avec des cas documentés en Mauritanie, au Niger, au Mali et au Soudan<sup>37</sup>. Cependant, la forme qui s'accélère le plus rapidement est souvent connue sous le nom d'« esclavage contractuel », qui voit des individus contraints à la servitude par le biais de relations contractuelles frauduleuses<sup>38</sup>. Ce phénomène est observé dans de nombreuses industries, y compris les plantations de caoutchouc au Liberia, la production de cacao au Ghana et en Côte d'Ivoire, et les plantations de thé et de café en Afrique de l'Est. En outre, les travailleurs et travailleuses domestiques en Afrique du Sud sont victimes d'exploitation, tandis que le travail forcé et le travail des enfants persistent dans les exploitations minières en République démocratique du Congo et en Zambie. Ces personnes victimes de la traite, y compris des enfants du Rwanda, de Tanzanie, d'Éthiopie, de Somalie et d'Ouganda, sont souvent exploitées comme travailleurs et travailleuses domestiques, travailleurs et travailleuses du sexe ou éleveurs et éleveuses de bétail<sup>39</sup>. La traite interne empire encore les choses. Selon un rapport du Centre national de recherche sur la criminalité au Kenya, le nombre de cas de traite des êtres humains a augmenté de

82,4 % en 2021, le nombre de cas de traite des travailleurs et travailleuses ayant augmenté de 86,6 % entre 2020 et 2021 et représentant 96 % et 98,3 % de tous les cas de traite des êtres humains en 2020 et 2021 respectivement<sup>40</sup>.

Les gouvernements africains, souvent contraints de mettre en œuvre des mesures d'austérité comme condition d'accès aux prêts, renforcent involontairement ces idéologies néfastes sous-jacentes. Le PIB est une mesure néolibérale qui détermine la « soutenabilité » de la dette et les mesures d'assainissement budgétaire pour les pays endettés. Cela exacerbe de multiples inégalités et alimente l'esclavage moderne ou le travail non libre. Ces liens transparaissent également dans la manière dont la « mondialisation » néolibérale a entériné un cadre qui offre une sécurité maximale aux propriétaires du capital, mais expose une grande partie de la population mondiale à beaucoup plus d'inégalités, à l'immobilité et à l'érosion des conditions matérielles<sup>41</sup>. La dépendance à l'égard du PIB en tant que principale mesure glorifie aussi souvent des pratiques préjudiciables aux communautés marginalisées, notamment les femmes. Clara Mattei a inventé l'expression « austérité industrielle » pour décrire des politiques industrielles autoritaires qui privilégient les intérêts de quelques personnes au détriment des travailleurs et travailleuses, caractérisées par des licenciements, des réductions de salaire, des pratiques anti-syndicales et la promotion des profits plutôt que des rémunérations équitables<sup>42</sup>. Les politiques axées sur la croissance du PIB servent donc de catalyseur à l'exploitation de la main-d'œuvre en encourageant la déréglementation et le définancement des institutions de surveillance du travail, comme en témoignent les fréquentes coupes budgétaires dans les ministères du travail à travers l'Afrique. Cette situation, combinée au démantèlement des syndicats, érode les protections et le pouvoir de négociation des travailleurs et des travailleuses, conduisant à une baisse des revenus, à des emplois de plus en plus précaires et à l'exploitation, avec des effets particulièrement néfastes sur les ménages marginalisés.

## UNE REALITE ALTERNATIVE ENRACINEE DANS LES VALEURS PANAFRICAINES

Nous ne pouvons pas nous projeter au-delà du PIB sans repenser fondamentalement nos systèmes économiques. Les théories économiques orthodoxes ont à maintes reprises échoué, prouvant leur inadéquation à répondre aux besoins des populations. Comme le dit Jayati Ghosh, « la discipline économique dominante exige humilité, prise en compte du contexte historique, reconnaissance des rapports de force et promotion de la diversité »<sup>43</sup>. D'autres économistes appellent également à un changement de paradigme, promouvant une vision selon laquelle la croissance ne serait pas une fin en soi, avec des forces du marché qui déterminent ce qui a de la valeur, ce qui est produit afin d'être échangé et qui le consomme. La croissance devrait plutôt être un moyen d'atteindre des objectifs qui ont une valeur intrinsèque. Cela inclurait les soins aux membres de la famille, ses communautés prospères, l'absence d'inégalités extrêmes et un environnement sain<sup>44</sup>.

Nous devons donc cesser de donner autant de pouvoir et de crédibilité à des modèles économiques néfastes pour éclairer l'élaboration des politiques, d'autant plus qu'ils continuent de rendre le monde de plus en plus invivable. À quoi sert un PIB élevé si les personnes ne sont pas satisfaites de leur vie, si l'extraction capitaliste érode l'esprit de solidarité et de communauté, ainsi que les valeurs qui ont longtemps été entretenues dans les cultures africaines, *ubuntu ngumuntu ngabantu*, qui mettent l'accent sur le fait d'« exister soi-même à travers les autres » ? Que vaut le PIB s'il n'est élevé que grâce à l'extraction, au pillage et à l'exploitation ? S'il est faible non pas parce que la production est faible, mais à cause du pouvoir et de l'influence invisibles aux mains d'une classe tyrannique.

Nous devons comprendre collectivement, y compris au sein de l'Afrique, que si l'objectif de l'économie n'est pas d'améliorer le bien-être humain, alors il rate sa cible ; nous ne mesurons pas ce qui compte vraiment dans notre existence. En adoptant des cadres alternatifs comme l'économie du bien-être, qui mesurent la qualité de vie, nous pouvons nous assurer que les politiques macroéconomiques ne sont pas dissociées de la réalité. Nous devons également accorder plus d'attention au rôle que le néocolonialisme, l'esclavage moderne et l'extraction et l'exploitation continues des ressources africaines ont joué dans la hausse du PIB des pays du Nord tout en maintenant le PIB des pays du Sud à un niveau faible.

# 3. LE PIB AU MOYEN-ORIENT ET EN AFRIQUE DU NORD : PLUS D'ÉQUITÉ, MOINS DE PARTIALITÉ

SAMIA AL-BOTMEH



De nombreuses voix s'élèvent depuis longtemps pour remettre en question l'efficacité du produit intérieur brut (PIB) en tant qu'indicateur de l'activité économique globale et de bien-être économique. Depuis des décennies déjà, les chercheurs, chercheuses et activistes alertent sur les défaillances du PIB<sup>45</sup>. Des économistes ont élaboré diverses propositions pour pallier celles-ci. Au vu du dynamisme de ce débat, cet article aborde les écueils inhérents au calcul du PIB au Moyen-Orient et en Afrique du Nord (région MENA), les concepts qui engendrent ces écueils et les pistes qui pourraient permettre d'y apporter une solution.

## PROBLEMES ET ECUEILS LIÉS AU PIB DANS LA RÉGION MENA

Selon le Fonds monétaire international (FMI), « le PIB mesure la valeur monétaire des biens et services finaux (ceux qu'achète le consommateur final) produits dans un pays pendant une période donnée (un trimestre ou une année). [...] Il comprend les biens et les services produits pour la vente sur le marché et certains produits non marchands, tels les services de défense ou d'éducation fournis par l'État<sup>46</sup>. »

Le PIB est l'un des instruments les plus utilisés pour mesurer les performances économiques d'un pays, car il donne des informations sur la taille de l'économie et son état général. Globalement, une hausse du PIB réel (inflation exclue) peut indiquer que l'économie se porte bien, car on considère qu'il est probable que l'emploi progresse et que la population ait plus d'argent à dépenser<sup>47</sup>.

Bien que le PIB permette d'évaluer la situation économique générale, il ne donne pas la possibilité de déterminer plus précisément le niveau de bien-être au sein d'un pays. Il ne fournit pas d'informations sur la distribution des revenus, ni sur des caractéristiques telles que les discriminations et la criminalité au sein d'une société. En outre, en tant qu'indicateur de l'activité économique, le PIB exclut certaines contributions économiques majeures, comme le travail domestique et de soin non rémunéré. Une grande partie de ces activités entraînent une hausse de la consommation des ménages et profitent aux employeurs en assurant la reproduction de la force de travail et en perpétuant l'accès au travail non rémunéré des aidant-es. Elles ont en outre un impact positif direct sur la croissance économique. Si ces services domestiques non rémunérés étaient inclus dans le calcul du PIB, on estime que celui-ci augmenterait de 15 % à 70 %<sup>48</sup>.

Pour illustrer ces défaillances, nous allons étudier plus en détail quatre exemples tirés de la région MENA. Le premier porte sur le travail des femmes et leur participation au marché du travail, le deuxième sur la problématique de la militarisation, le troisième sur les taux de croissance affichés par le PIB en Palestine et le quatrième sur l'environnement.

Travail des femmes : les activités non marchandes (dont fait partie le travail domestique et de soin non rémunéré) n'étant pas comptabilisées par le PIB, les statistiques officielles ne considèrent pas les longues heures passées à réaliser ces activités comme du temps de travail. Les personnes qui prennent en charge ces tâches ne sont donc pas considérées comme des travailleuses et ne sont pas couvertes par le droit du travail, notamment le droit à une retraite à base professionnelle. Au cours des cinquante dernières années, la participation des femmes aux activités marchandes, calculée en fonction de leur participation au marché du travail, a augmenté dans le monde entier. Toutefois, selon les données de la Banque mondiale, le taux de participation des femmes de la région MENA au marché du travail est parmi le plus faible au monde, avec une moyenne de 19 % en 2023, par rapport à une moyenne mondiale de 49 %<sup>49</sup>. Le tableau ci-dessous fournit une estimation du nombre d'heures passées chaque jour par les femmes à effectuer du travail domestique et de soin non rémunéré, dans plusieurs régions du monde. Les statistiques montrent que ce travail incombe de manière disproportionnée aux femmes dans toutes les régions, mais en y regardant de plus près, on constate que les femmes de la région MENA passent plus de temps à effectuer du travail domestique et de soin non rémunéré que partout ailleurs. En d'autres termes, la masse des activités domestiques et de soin non rémunérées réalisées par les femmes du monde entier sont au fond dépouillées de leur valeur du fait que les indicateurs nationaux et le PIB n'en tiennent pas compte, et ce plus encore dans les pays de la région MENA.

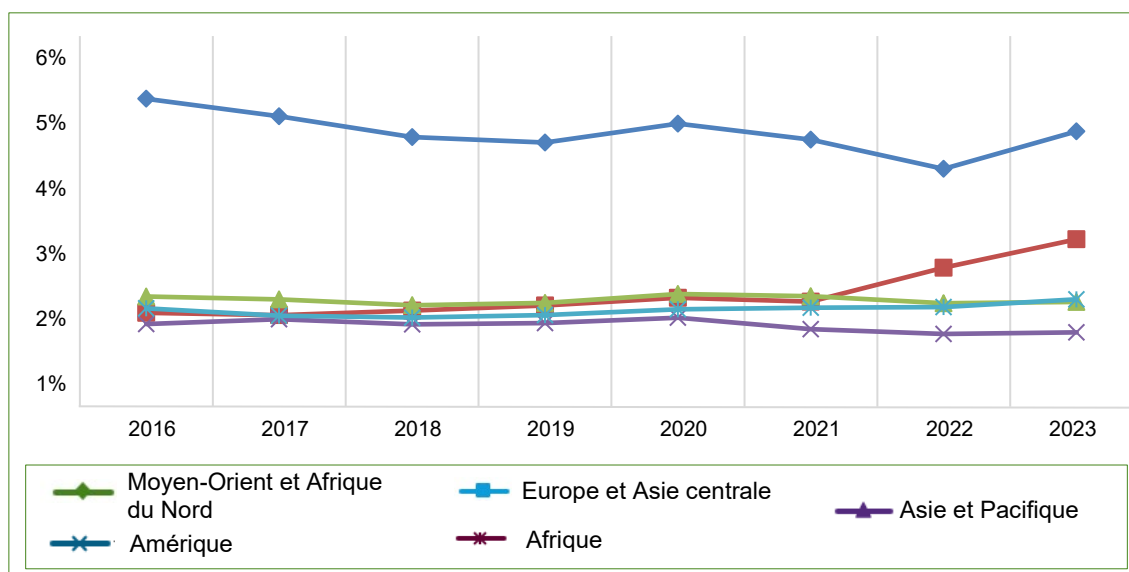
**Tableau 1 : Nombre d'heures passées chaque jour à effectuer du travail domestique et de soin non rémunéré par région**

Région	Femmes	Hommes
Moyen-Orient et Afrique du Nord (États arabes)	5,5	1,2
Amérique	4,5	2,6
Asie et Pacifique	4,4	1,1
Europe et Asie centrale	4,5	2,2
Monde entier	4,4	1,4

Source : Prendre soin d'autrui : Un travail et des emplois pour l'avenir du travail décent. Bureau international du Travail, Genève : BIT, 2018. P. 61.

**Militarisation** : cette thématique met également en évidence les lacunes du PIB. Dans les pays de la région MENA, les dépenses militaires sont les plus élevées du monde en pourcentage des dépenses publiques, avec un taux de 12,5 % en 2023, par rapport à la moyenne mondiale de 7,1 %. Les dépenses militaires représentent 4,7 % du PIB dans cette région, contre moins de 3 % dans toutes les autres régions (voir Figure 1)<sup>50</sup>. Une grande partie des dépenses qui contribuent au PIB participe donc à l'économie de la guerre et à l'implication dans des guerres civiles et des conflits. Les femmes et les enfants pâtissent particulièrement de cette militarisation. Le PIB, ainsi gonflé par des dépenses militaires élevées, peut sembler signaler une économie prospère. En réalité, ces dépenses reflètent un risque élevé de perte de vies humaines et de moyens de subsistance.

**Figure 1 : Dépenses militaires en pourcentage du PIB par région, entre 2016 et 2023**



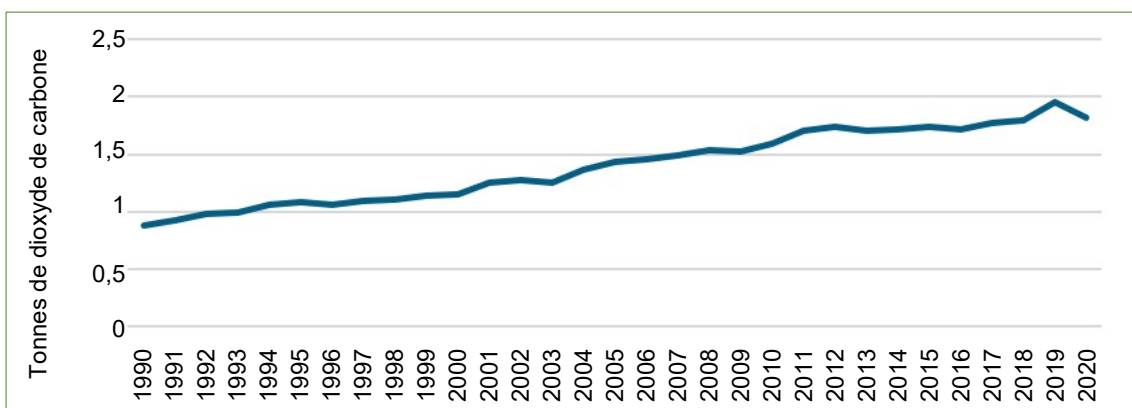
Source : calculs réalisés par SIPRI (2023), SIPRI Military Expenditure Database : <https://www.sipri.org/databases/milex>

**Taux de croissance du PIB** : dans le Territoire palestinien occupé (TPO), les taux de croissance du PIB fluctuent fortement et ont connu des pics marqués au cours de certaines périodes, occultant les conséquences du conflit en cours. Le FMI a notamment loué les taux de croissance du PIB entre 2008 et 2010<sup>51</sup>. Ces hausses marquées résultaient pourtant de niveaux accrus d'aide humanitaire injectée dans l'économie du Territoire palestinien occupé à la suite des guerres menées par Israël, du relâchement des restrictions imposées par Israël et de l'allègement des restrictions d'accès à la bande de Gaza<sup>52</sup>. Au cours de la même période (2008-2009), une offensive militaire majeure de la part d'Israël a entraîné la destruction de plus de 60 % du stock de capital productif total de

la bande de Gaza (c'est-à-dire les moyens de production et la main-d'œuvre). En 2014, des offensives militaires ont détruit 85 % de ce qu'il restait, dont des routes, des centrales électriques, des établissements industriels et commerciaux et des terres agricoles<sup>53</sup>. On voit donc ici que la croissance apparente n'a contribué à contrebalancer qu'une petite partie des destructions massives infligées à la bande de Gaza depuis 2006, mais qu'elle n'est pas le reflet d'un bien-être économique accru. La croissance conséquente affichée après les offensives militaires israéliennes est en outre due en grande partie aux efforts de reconstruction.

Problématiques environnementales : le PIB ne tient compte d'aucun facteur environnemental. Ces dernières années, la situation environnementale s'est détériorée dans le même temps que les taux de croissance de nombreuses économies de la région MENA ont augmenté. Le Maroc a par exemple affiché un taux de croissance économique moyen de 2,6 % dans la décennie précédant 2022, un chiffre excédant la moyenne régionale de 2 %, qui s'est traduit par une hausse du PIB du pays<sup>54</sup>. Pourtant, ses émissions de CO2 ont augmenté (Figure 2), ce qui pourrait avoir des conséquences négatives sur l'environnement et la santé de la population marocaine. Le PIB, lui, ne tient pas compte de ces effets néfastes sur l'environnement.

**Figure 2. Émissions de CO2 par personne au Maroc entre 1990 et 2020**



Source : Catalogue de données de la Banque mondiale : <https://datacatalog.worldbank.org/search/dataset/0037712>

Le fait que les politiques néolibérales agressives ont créé une croissance économique impossible à pérenniser dans la région MENA s'ajoute aux lacunes du PIB. Plusieurs pays, comme l'Égypte, la Tunisie, le Maroc et la Jordanie, ont souffert pendant des décennies des politiques d'ajustement structurel de la Banque mondiale et du FMI<sup>55</sup>, problématiques sur bien des points. Intéressons-nous à deux aspects particuliers. Premièrement, ces politiques normalisent le modèle économique néolibéral, le présentant comme inévitable. Cela implique que les problèmes découlant des politiques néolibérales doivent être résolus sous le prisme des théories néolibérales et par le biais des outils qu'elles mettent à disposition. Par exemple, les initiatives visant à accroître la participation des femmes au marché du travail sont souvent en grande partie instrumentalisées. Elles sont présentées comme des manières de faire augmenter la croissance économique, ce qui revient à ignorer les problèmes structurels inhérents au système économique, comme le manque d'emplois décent et bien rémunérés et l'accès difficile à des services publics adéquats permettant aux femmes de se délester d'une partie du travail domestique et de soin non rémunéré qui leur incombe. Selon le modèle néolibéral sur lequel s'appuient ces politiques, ces facteurs ne sont pas déterminants. Au contraire, il fait pression en faveur de la réduction du volume d'emplois dans le secteur public, où les femmes sont sur-représentées. Celles-ci deviennent de ce fait les premières victimes de l'austérité néolibérale.

En outre, le PIB et les taux de croissance économique sont utilisés pour mesurer le succès des politiques néolibérales à travers le monde et plus particulièrement dans les pays de la région MENA, qui ont réduit le volume de dépenses publiques, revu à la baisse les effectifs du secteur public et les subventions pour les carburants et les denrées de base, privatisé la production et les services publics et supprimé les contrôles des changes<sup>56</sup>. Les données prouvant que les politiques d'austérité entraînent généralement une baisse de la croissance économique sont ignorées<sup>57</sup>. Ces politiques ont eu des répercussions néfastes sur des groupes importants de la société, dont les femmes, les enfants, les personnes âgées, les personnes vivant dans la pauvreté et les personnes sans emploi<sup>58</sup>. Au cours des dernières années, et en particulier depuis les soulèvements dans la région, nombre de ces pays ont adopté des politiques d'austérité draconiennes qui ont limité la croissance, détérioré les conditions de vie et accru la pauvreté, les taux de chômage, la pollution et les inégalités. La région MENA était déjà l'une des plus inégales du monde, même avant la pandémie de COVID-19. Depuis, la moitié des revenus totaux sont passés dans les poches des 10 % les plus riches, alors que les 50 % les moins riches n'ont perçu que 11 % de ces revenus<sup>59</sup>. Ce cercle vicieux des inégalités n'est pas pris en compte dans les calculs du PIB.

## CAUSES SOUS-JACENTES DES LACUNES DU PIB

Le PIB ne pêche pas uniquement au niveau de la méthodologie de calcul utilisée, qui peut être perfectionnée par l'adoption de nouvelles techniques statistiques ou de meilleures méthodologies de collecte des données. Pour combler ces lacunes, il faut revoir la définition-même du PIB et utiliser des outils de mesure plus efficaces du bien-être social et économique.

La problématique principale du calcul du PIB est l'importance qu'il accorde à la valeur marchande des biens et services. Ceux qui ne sont pas échangés sur le marché et n'ont donc aucune valeur marchande d'échange sont considérés comme dénués de valeur. Cette déconsidération concerne une grande partie des biens et services produits par les femmes dans le cadre de leur travail domestique ou de leurs activités de soin, dont le ménage, la cuisine et la prise en charge des enfants et des personnes âgées. Ces activités n'acquièrent de sens sur le plan économique que si, par exemple, un ménage vend des plats faits maison ou fait payer ses services de soin.

Des économistes aux intentions louables ont étudié de nouvelles techniques statistiques permettant de contourner cet écueil en tenant compte des biens et services « déconsidérés » dans le cadre d'enquêtes sur la gestion du temps. Le cœur du problème réside cependant fondamentalement dans notre conception de la valeur marchande d'échange des biens et services.

En outre, le courant économique général sur lequel repose l'approche actuelle du PIB ne s'intéresse qu'à la valeur nominale des biens et services et écarte sciemment tout impact négatif<sup>60</sup>, ce qui a des implications sur l'inclusion des résultats négatifs tels que la pollution et l'élaboration de solutions à ces problèmes.

Les suggestions suivantes ont pour but de contribuer à résoudre les lacunes du PIB et leurs causes sous-jacentes dans la région arabe.

1. Il est important d'élargir notre vision de l'économie et d'aller plus loin que les concepts généraux et la théorie. Pour cela, nous devons développer les définitions de concepts tels que la valeur marchande et comprendre la manière dont elles limitent la pertinence du PIB. Il est essentiel de s'intéresser aux arguments d'autres courants de pensée, comme l'analyse féministe, pour mettre au point des concepts et méthodologies de mesure plus adaptés.

2. Il est également important de réfléchir à la capacité du PIB à mesurer l'activité économique à court terme. Dans de nombreux cas, des enquêtes sur la gestion du temps et d'autres techniques ont permis de comptabiliser la production « maison » et les activités de soin non rémunérées. Ces expériences doivent être reproduites plus souvent dans la région arabe et exécutées régulièrement par les bureaux des statistiques nationaux, afin de faciliter l'adoption de nouveaux concepts et méthodologies de mesure et ainsi de rendre le PIB plus inclusif.
3. Les États arabes faisant l'expérience de problématiques typiques relatives au PIB, avec des complexités particulières, comme illustré plus haut, les activistes et féministes de la région doivent militer pour l'adoption d'indicateurs économiques prenant ces difficultés en compte. Ces efforts doivent s'inscrire dans la volonté des pays du Sud de se détacher de la notion de croissance économique telle que définie par les pays du Nord, pour l'enrichir.
4. Les réseaux féministes et la société civile dans son ensemble doivent appeler à la conception de mesures économiques tenant compte des dommages causés par les activités économiques. La détérioration de la situation environnementale, les dépenses militaires, les conflits et l'oppression systématique de peuples ne doivent pas avoir un impact positif dans le calcul du PIB.
5. Pour combler les lacunes du PIB et du système économique néolibéral dans lequel il prend ses racines, il est essentiel de créer des relations avec des organisations et réseaux féministes et de protection de l'environnement, des syndicats et d'autres OSC, aux convictions proches. Les chances de réussite seront plus élevées si les régions et réseaux sont nombreux à militer pour ce changement.

# 4. ABANDON PROGRESSIF DU MODELE AXE SUR LA CROISSANCE ECONOMIQUE : LE POINT DE VUE DU FEMINISME POST-COLONIAL EN ASIE DU SUD

NALINI RATHNARAJA



## INTRODUCTION ET CONTEXTE

Le mouvement féministe soutient l'abandon progressif du PIB comme mesure de succès. Ce positionnement va dans le sens de la transition d'un modèle économique axé sur la croissance, qui exacerbe les injustices sociales en distribuant les bénéfices de la croissance de manière profondément inégale, à un modèle économique privilégiant le bien-être, visant explicitement l'accès au bien-être social et environnemental.

Depuis longtemps, les économistes et les activistes d'Asie du Sud, notamment Bina Agarwal<sup>61</sup>, Jayati Ghosh<sup>62</sup>, Naila Kabeer, Vandana Shiva<sup>63</sup> et Devaki Jain<sup>64</sup>, apportent une critique des systèmes et institutions patriarcales et capitalistes et s'expriment en faveur de modèles de développement plus inclusifs et équitables qui renforcent l'autonomie des femmes de la région.

En Inde, l'activisme de Vandana Shiva a fortement influencé les politiques agricoles et environnementales, notamment grâce à son plaidoyer en faveur de pratiques agricoles durables, de la souveraineté alimentaire et des droits de communautés paysannes dont la contribution est souvent considérée comme « non productive » et évincée du calcul du PIB<sup>65</sup>.

D'autres ont contribué à l'adoption d'outils de mesures permettant d'évaluer plus efficacement le bien-être : l'indice de développement humain (IDH), créé par l'économiste pakistanais Mahbub ul Haq en 1990, mesure le développement humain au regard de trois caractéristiques : la longévité, le niveau d'éducation et le niveau de vie. L'IDH, qui englobe le PIB, vise à accroître les capacités humaines et à promouvoir l'équité<sup>66</sup>.

L'économiste et philosophe Amartya Sen souligne les liens étroits entre pauvreté et inégalité et milite en faveur d'une approche basée sur les capacités<sup>67</sup>. Son travail, qui met en lumière les désavantages systémiques auxquels sont confrontées les femmes, est une inspiration pour les mouvements pour l'égalité entre les genres et la justice sociale.

Cet article aborde la nécessité de faire face aux inégalités économiques et entre les genres en Asie du Sud, avec en point de mire la paix, la sécurité et la protection de l'environnement. Il propose une analyse des problématiques spécifiques et leur lien avec les dynamiques mondiales sous l'angle du féministe post-colonial et intersectionnel pour démontrer l'importance de se détacher du PIB.

## DEFIS

Malgré les contributions essentielles des économistes et activistes féministes, les modèles économiques dominants en Asie du Sud restent influencés par une idéologie axée sur la croissance du PIB. Pour l'adoption de mesures féministes axées sur le bien-être, nous faisons face à plusieurs obstacles.

## ÉCONOMIE

### a. Imperialism and patriarchal power dynamics

Le modèle économique actuel, axé sur la croissance du PIB, perpétue l'impérialisme et le pouvoir patriarcal, ce qui exacerbe la pauvreté et le sous-développement dans la région et conduit à l'oppression systématique des femmes et des personnes marginalisées, accentuant leur vulnérabilité. Les conséquences sociales et économiques à long terme de l'exploitation impérialiste en Asie du Sud incluent la distribution inéquitable des richesses et des ressources, aggravée par les discriminations fondées sur la caste, le genre, la religion, la classe sociale et l'ethnie.

Par exemple, la colonisation britannique en Asie du Sud a reposé sur l'exploitation systématique des ressources naturelles et de la main-d'œuvre locales en faveur de l'empire britannique, ce qui a entraîné un phénomène de désindustrialisation<sup>68</sup> et l'enrichissement des élites aux dépens de la majorité. La concurrence et les politiques instaurées par les Britanniques ont délibérément causé du tort aux industries traditionnelles, comme celle du textile. L'héritage du colonialisme britannique a encore un impact sur le développement de l'Asie du Sud : croissance régionale inégale, hiérarchies sociales figées, système de castes, institutions fragiles et modèle de société axé sur l'exportation qui profite aux multinationales plus qu'aux besoins des populations locales<sup>69</sup>. Par exemple, au Bangladesh, l'industrie du textile est l'une des principales contributrices au PIB. Elle représente plus de 84 % des exportations du pays et emploie des millions de femmes. Elle contribue cependant aussi à perpétuer les salaires insuffisants, les

mauvaises conditions de travail et l'insécurité de l'emploi, en adoptant les valeurs patriarcales et en promouvant un modèle économique axé sur la croissance<sup>70</sup>.

Comme au Bangladesh, le secteur du textile occupe une place importante dans l'économie du Sri Lanka. Il repose en grande partie sur le travail des femmes, mais les hommes occupent la plupart des postes de supervision. Les travailleuses font régulièrement face à des atteintes à leurs droits humains fondamentaux, notamment sous la forme de harcèlement sexuel et d'un accès inadéquat aux sanitaires pendant les heures de travail. En outre, elles sont sous-payées et doivent abattre une charge de travail excessive. L'environnement de travail lui-même comporte des risques, dont un éclairage insuffisant, des volumes sonores excessifs, une ventilation inadéquate et l'absence d'équipements de protection individuelle<sup>71</sup>.

En outre, les multinationales s'appuient sur le système patriarcal pour maximiser leurs bénéfices en dévalorisant le travail des femmes, avec à la clé une baisse du niveau des salaires et de mauvaises conditions de travail pour celles-ci<sup>72</sup>. Ces entreprises tirent parti de l'image de main-d'œuvre bon marché, flexible et docile donnée aux femmes pour réduire les coûts du travail de manière drastique<sup>73</sup>. Les interactions entre capitalisme et patriarcat permettent aux industries de faire passer les gains économiques avant le bien-être et les droits des travailleurs/euses. Cette attitude renforce également les normes de genre en maintenant les hommes en position de pouvoir et les femmes reléguées à des rôles de subordonnées. L'absence de soutien marqué de l'État aux droits du travail et à l'égalité entre les genres ouvre d'autant plus la voie à ces pratiques relevant de l'exploitation<sup>74</sup>.

#### **b. Disparités économiques et entre les genres**

Le modèle axé sur le PIB perpétue des inégalités économiques et une pauvreté considérables en Asie du Sud, comme le montre l'écart de richesse colossal entre les personnes les plus riches et les plus pauvres. Dans cette région, le coefficient de Gini, qui mesure les inégalités, est d'environ 0,62, soit plus élevé qu'en Asie orientale, en Europe, en Océanie, en Amérique du Nord et en Asie centrale<sup>75</sup>. En plus de cet écart, l'augmentation des revenus par personne n'a pas donné lieu à plus d'égalité entre les genres, les femmes restant fortement exclues du système économique axé sur la croissance. Dans les zones rurales, elles sont particulièrement affectées par le manque d'accès aux informations sur le crédit et le prêt, la transformation agricole et les services de vulgarisation<sup>76</sup>. L'Inde, par exemple, malgré son positionnement parmi les économies à la croissance la plus rapide au monde<sup>77</sup>, en grande partie alimentée par quelques personnes et entreprises fortunées, compte l'un des taux de participation des femmes au marché du travail les plus bas. L'Inde est l'un des pays avec le plus d'inégalités de genre au monde. Elle arrive en 108<sup>e</sup> position du classement de l'indice d'inégalité de genre<sup>78</sup>. En plus de leur travail rémunéré, les paysannes et les pêcheuses doivent souvent réaliser un travail de soin non rémunéré qui a une valeur inestimable pour l'économie mais est écarté des calculs du PIB, alors que celui-ci tient compte du travail des hommes.

Plutôt que de rechercher la croissance à tout prix, l'approche féministe de l'économie et du développement implique que les gouvernements adoptent des politiques tenant compte des problématiques de genre pour combler les disparités, améliorer l'accès à l'éducation et à la formation des filles et des femmes, en particulier dans les domaines des sciences, des technologies, de l'ingénierie et des mathématiques, et offrir une assistance financière et technique aux entrepreneures, notamment des communautés paysannes et de la pêche. La promotion de l'équilibre entre vie professionnelle et vie privée, la hausse de la représentation des femmes dans les postes décisionnels, le renforcement des cadres juridiques et la réalisation de campagnes de sensibilisation du public visant à bousculer les stéréotypes de genre sont des initiatives essentielles.

## DES NIVEAUX D'ENDETTEMENT ÉLEVÉS

La dette en pourcentage du PIB des gouvernements d'Asie du Sud est de 86 %<sup>79</sup>. Il s'agit du chiffre le plus élevé des marchés émergents et des économies en développement. Certains pays, comme l'Afghanistan, les Maldives, le Pakistan et le Sri Lanka, sont surendettés ou risquent fortement de le devenir, leur dette publique et publiquement garantie totale ayant presque doublé au cours de la dernière décennie<sup>80</sup>. Du fait de la forte dépendance au financement par l'emprunt, une part significative des budgets nationaux est destinée au remboursement de la dette, ce qui détourne les financements des aides et de la protection sociales, des services de santé et d'éducation et des programmes axés sur les problématiques de genre. Au Sri Lanka, la taxe sur les produits menstruels a été rehaussée pour contribuer au service de la dette, ce qui a entraîné une déscolarisation massive des filles dans les zones rurales<sup>81</sup>. La préférence affichée pour le remboursement de la dette par rapport aux dépenses sociales affecte principalement les femmes, en particulier dans les zones rurales, qui sont confrontées à une plus grande vulnérabilité économique et à un accès limité aux opportunités. Les femmes sont également plus susceptibles d'être prises dans un cercle vicieux d'endettement. Beaucoup d'institutions financières internationales et de gouvernements des pays du Nord se servent de la dette comme d'un outil pour discipliner les États et les populations, avec des mesures d'austérité qu'ils justifient par la nécessité d'une plus grande rigueur fiscale. Ces mesures, qui reposent notamment sur des compressions des dépenses publiques, affectent aussi principalement les femmes et les groupes marginalisés<sup>82</sup>.

## LE CHANGEMENT CLIMATIQUE ET SON IMPACT SUR LES OBJECTIFS VISÉS PAR LE PIB

La vulnérabilité au changement climatique en Asie du Sud est liée au passé colonial de la région. Sous la domination britannique, les systèmes agricoles ont été transformés pour bénéficier aux intérêts du pouvoir impérial, ce qui a perturbé les techniques traditionnelles de gestion de l'eau et les pratiques d'affectation des sols. La promotion des cultures de rente comme l'indigo, l'opium et le coton à des fins d'exportation s'est faite aux dépens de la production alimentaire, ce qui a exacerbé l'insécurité alimentaire et la famine<sup>83</sup>. Nombre de paysans et paysannes ont sombré dans l'endettement en raison des taxes élevées pesant sur les personnes détenant des terres, ce qui a permis à la pauvreté de s'enraciner et a privé une grande partie des paysans et paysannes de terres<sup>84</sup>. Cet héritage de développement extractif continue de peser sur les structures économiques et politiques de la région. L'adoption de politiques économiques néolibérales basées sur la déréglementation, la privatisation et la croissance axée sur l'exportation a accéléré le changement climatique et les dégradations de l'environnement au cours des dernières décennies. Les subventions accordées aux énergies fossiles et à l'agriculture industrielle ont exacerbé les émissions de gaz à effet de serre et l'épuisement des ressources<sup>85</sup>. Les mesures d'austérité ont aussi affecté la capacité des États d'Asie du Sud à investir dans l'adaptation au changement climatique et la protection sociale. Les dirigeants politiques donnant à la croissance économique la primauté sur la durabilité, de nombreuses communautés sont peu préparées aux impacts du changement climatique<sup>86</sup>. Les femmes, en particulier celles des zones rurales, dépendent fortement des ressources naturelles pour le maintien de leurs moyens de subsistance. Malheureusement, le changement climatique, la déforestation excessive<sup>87</sup> et la pollution ont eu de graves conséquences sur celles-ci. L'Asie a l'un des taux de déforestation les plus élevés du monde. Des terres forestières sont défrichées au profit de cultures agricoles et d'autres matières premières<sup>88</sup>. Les femmes endossent des responsabilités de soin particulièrement élevées lorsque leurs familles sont aux prises avec les conséquences de la dégradation de l'environnement, comme la pénurie d'eau, l'insécurité alimentaire et les problèmes sanitaires. Aux Maldives, par exemple, la pénurie d'eau entraîne une détérioration des

conditions de santé, en particulier chez les femmes et les enfants qui gèrent les réserves d'eau de leur ménage. Le mauvais état des installations sanitaires et la pollution des sources d'eau augmentent leur vulnérabilité aux maladies d'origine hydrique, aux irritations cutanées et aux infections<sup>89</sup>, notamment dans les zones rurales où l'accès aux services de santé est limité<sup>90</sup>. Ces problématiques entraînent également une hausse de la vulnérabilité économique et des violences basées sur le genre<sup>91</sup>.

## MILITARISATION, FEMMES, PAIX ET SÉCURITÉ

Les dépenses militaires ont généralement un effet négatif sur la croissance du PIB sur le long terme, même si à court terme elles peuvent sembler y contribuer, en raison de la production accrue de matériel militaire. Les dépenses militaires créent souvent de l'emploi dans l'industrie de l'armement, surtout pour les hommes, et peuvent avoir un impact positif sur les infrastructures, dont les réseaux de transport lorsqu'ils sont nécessaires au déroulement des opérations militaires.

En 2022, les dépenses militaires représentaient 2,3 %<sup>92</sup> du PIB de l'Asie du Sud. Ces pays ont dépensé 98 milliards de dollars US<sup>93</sup> dans la défense cette année-là. Depuis longtemps, le Pakistan, suivi de l'Inde et du Sri Lanka, est le pays qui dépense le plus dans le secteur militaire en pourcentage du PIB<sup>94</sup>.

L'industrie militaire est souvent vue comme contribuant à la croissance économique dans les pays d'Asie du Sud.

Cette perspective occulte toutefois les coûts sociaux des dépenses militaires<sup>95</sup>. Investir au profit du bien-être social plutôt que dans le secteur militaire pourrait permettre de dispenser une éducation de qualité aux filles et aux femmes, de doter les systèmes de santé de ressources pour garantir la santé reproductive des femmes, mais aussi de faire accéder les femmes à un meilleur statut et de rendre les économies plus durables. Les femmes et les filles, qui ont souvent la responsabilité d'aller collecter l'eau et le bois de chauffage pour leur ménage, bénéficieraient considérablement d'investissements dans des projets d'infrastructure visant à améliorer l'accès à l'eau potable, aux installations sanitaires et à l'électricité<sup>96</sup>.

En outre, les coûts humains de la guerre, tels que les décès, le handicap, les disparitions forcées, l'emprisonnement, les violences sexuelles et basées sur le genre et les destructions, sont souvent omis des calculs économiques. Les femmes sont particulièrement affectées en tant qu'aidantes et victimes.

## OPPORTUNITÉS

Malgré ces défis, les opportunités d'œuvrer en faveur des droits et de l'autonomie des femmes ne manquent pas. En promouvant des alternatives féministes au PIB, nous pouvons créer une société plus inclusive et plus équitable. Ces alternatives doivent voir plus loin que la croissance économique et considérer le bien-être, la justice sociale et la durabilité environnementale comme des priorités. Nous devons décoloniser et diversifier nos modèles économiques, sans effacer les différences culturelles et les besoins spécifiques des pays du Sud. L'État de Kerala, au sud de l'Inde, a privilégié le bien-être social à la croissance économique, et ainsi bousculé les structures de pouvoir coloniales et patriarcales<sup>97</sup>. Cet État a atteint un haut niveau de développement humain, avec des taux d'alphabétisation élevés, des taux de mortalité infantile réduits et une amélioration de la santé maternelle, ce qui a favorisé la formation d'une société plus équitable. Les normes patriarcales traditionnelles ont été remises en question par l'autonomisation des

femmes, à travers l'accès à l'éducation et à l'emploi, avec pour résultat une plus grande équité entre les genres et une participation accrue des femmes aux processus décisionnels.

## **SENSIBILISATION ET COOPÉRATION RÉGIONALE**

La sensibilisation croissante à l'importance d'un développement économique équitable et durable transparaît dans le soutien apporté aux politiques économiques féministes au sein des organisations de la société civile, des personnes élaborant les politiques et des agences pour le développement international.

La coopération régionale a le pouvoir de promouvoir les approches féministes du calcul du bien-être, avec par exemple des indicateurs standardisés pour l'évaluation des disparités entre les genres et de la valeur du travail de soin non rémunéré. Par exemple, les États membres de l'ASACR (Association sud-asiatique de coopération régionale) peuvent développer des indicateurs reflétant les contributions des femmes à l'économie et promouvoir les approches féministes du calcul du bien-être, basées notamment sur les enquêtes sur la gestion du temps et tenant compte de la valeur du travail de soin non rémunéré pour l'économie nationale<sup>98</sup>. Ces enquêtes permettent d'évaluer, réduire et redistribuer le travail de soin non rémunéré dans l'optique d'encourager l'égalité entre les genres.

Dans un même temps, des organisations telles que le South Asian Women's Fund (SAWF) se battent pour les droits des femmes à la mobilité et au travail par le biais d'initiatives appuyant la migration des femmes à des fins professionnelles et du rejet des restrictions socio-politiques. Les réseaux régionaux renforcent l'autonomie des femmes et déstigmatisent leur travail, ce qui a des conséquences positives sur leur bien-être et leurs droits.

## **FÉMINISME ET ACTIVISME DES JEUNES**

Le féminisme est présent depuis longtemps en Asie du Sud. Les activistes y réclament des droits égaux pour les femmes et se battent pour plus de justice sociale. Les économistes féministes militent pour un revenu minimum universel et l'allègement du temps de travail, en particulier pour les femmes, qui assument souvent une part disproportionnée de travail de soin non rémunéré<sup>99</sup>.

Les jeunes s'impliquent de plus en plus dans les campagnes féministes et pour la justice climatique, notamment via les réseaux sociaux. Certaines campagnes, dont #Women4ClimateAction, ont pris de l'ampleur, en donnant aux femmes une plateforme pour partager leurs expériences de résilience face aux défis climatiques<sup>100</sup>.

Les femmes activistes d'Asie du Sud œuvrent également à favoriser la participation et la représentation des femmes dans les processus décisionnels politiques, en combattant les structures patriarcales et en militant pour une gouvernance tenant compte des problématiques de genre. Par exemple, en 2018, au Sri Lanka, après des décennies d'activisme des jeunes et de travail de campagne, un projet de loi a établi un quota de 25 % pour la participation des femmes dans le gouvernement local<sup>101</sup>. La coopération internationale avec les mouvements féministes et pour la justice climatique et les OSC dans les forums que sont le G7, le G20 et dans les BRIC donne l'opportunité d'ajuster les priorités du plaidoyer et de constituer un front uni pour le changement.

Les mouvements et les organisations de la société civile peuvent également participer à des initiatives comme les réunions du C20<sup>102</sup> (Civil Society 20) et du P20<sup>103</sup> (People's 20), au

cours desquelles les populations des pays du G20 peuvent faire pression auprès de la communauté internationale pour l'adoption d'approches plus pertinentes de la transition économique. Ces plateformes peuvent aider à amplifier les voix régionales et à influencer les politiques mondiales, pour permettre aux pays d'Asie du Sud de participer à l'élaboration de politiques économiques mondiales plus progressistes, tenant compte des droits et des besoins des femmes.

## CONCLUSIONS

En mettant l'accent sur des politiques tenant compte des problématiques de genre, des cadres économiques décoloniaux et l'intégration des considérations relatives à la justice économique et climatique, l'Asie du Sud a la possibilité de penser un modèle économique inclusif et durable. Il est essentiel de sensibiliser, de promouvoir la coopération régionale, de prêter attention aux apports de l'activisme féministe et de participer aux forums mondiaux pour parvenir à un changement systémique et faire en sorte que personne ne soit laissé pour compte.

# NOTES

- <sup>1</sup>Postdam Institute for Climate Research (24/09/2024) 'Earth exceeds safe limits: First Planetary Health Check issues red alert'. <https://www.pik-potsdam.de/en/news/latest-news/earth-exceed-safe-limits-first-planetary-health-check-issues-red-alert>
- <sup>2</sup> <https://www.wbg.org.uk/publication/where-do-we-go-from-here-an-intersectional-analysis-of-womens-living-standards-since-2010/>
- <sup>3</sup> Gudynas Eduardo (2015), Good living. Dans : *Degrowth. Vocabulary for a new era*. Rédaction : Giacomo D'Alisa, Federico Demaria, Giorgos Kallis
- <sup>4</sup> L. Cabnal (2010), *Feminismos diversos: el feminismo comunitario*. ACSUR-Las Segovias [espagnol]. Dernière visite le 26 mars 2024. <https://porunavidavivible.files.wordpress.com/2012/09/feminismos-comunitario-lorena-cabnal.pdf> ; B. R. Lozano Lerma (2019), *Aportes a un feminismo negro decolonial: insurgencias epistémicas de mujeres negras-afrocolombianas tejidas con retazos de memorias*. Ediciones Abya-Yala [espagnol]. Dernière visite le 26 mars 2024. <https://dspace.ups.edu.ec/bitstream/123456789/21044/1/APORTES%20A%20UN%20FEMINISMO%20NEGR0%20DECOLONIAL.pdf> ; J. Paredes et A. Guzmán (2014), *El tejido de la rebeldía ¿Qué es el feminismo comunitario?* Mujeres Creando Comunidad [espagnol]. Dernière visite le 26 mars 2024. [https://www.youthlead.org/sites/default/files/YouthLead/files/resources/el\\_tejido\\_de\\_la\\_rebeldia.pdf](https://www.youthlead.org/sites/default/files/YouthLead/files/resources/el_tejido_de_la_rebeldia.pdf)
- <sup>5</sup> Struggles and alternatives for a feminist economy. Clacso- CEDE. Compilé par Natalia Quiroga Díaz et Patricio Dobree. Auteur-es du chapitre : Natalia Quiroga Díaz, Patricio Dobree, Silvia Federici et Virginia (Gina) Vargas. Asunción- Paraguay 2019.
- <sup>6</sup> A. Escobar (2014), *Sentipensar con la tierra. Nuevas lecturas sobre desarrollo, territorio y diferencia*. Universidad Autónoma Latinoamericana (UNAULA) [espagnol]. Dernière visite le 26 mars 2024. [https://biblioteca.clacso.edu.ar/Colombia/escpos-unaula/20170802050253/pdf\\_460.pdf](https://biblioteca.clacso.edu.ar/Colombia/escpos-unaula/20170802050253/pdf_460.pdf)
- <sup>7</sup> Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (2023), *Natural Resources Outlook in Latin America and the Caribbean: Executive Summary*. CEPAL. Dernière visite le 26 mars 2024. <https://repositorio.cepal.org/bitstreams/32eeb7a7-84fe-484c-bf98-db60407ec771/download>
- <sup>8</sup> Ibid.
- <sup>9</sup> Les *Maquiladoras* sont des usines qui sont en grande partie exonérées de droits et de douanes, dont le siège social de la société mère est souvent implanté en Amérique du Nord. Les femmes qui travaillent dans les *Maquiladoras* cumulent souvent de bas salaires et de mauvaises conditions de travail.
- <sup>10</sup> C. Korol (2016), *Somos tierra, semilla, rebeldía: Mujeres, tierra y territorios en América Latina*. GRAIN, Acción por la Biodiversidad et América Libre [espagnol], pp. 10-11. Dernière visite le 26 mars 2024. <https://semillas.org.co/apc-aa-files/5d99b14191c59782eab3da99d8f95126/somos-tierra-semilla-y-rebeldi-a.-mujeres-tierra-y-territorio-en-amrica-latina.pdf>
- <sup>11</sup> N. Quiroga Díaz (2018), 'Interpelaciones del 8m a la economía urbana. ¡Si las mujeres paramos el mundo se detiene!' *Cuadernos del Pensamiento Crítico Latinoamericano*, 58 [espagnol]. Dernière visite le 26 mars 2024. <https://biblioteca-repositorio.clacso.edu.ar/bitstream/CLACSO/16713/1/CuadernosPCL-2-58.pdf>
- <sup>12</sup> On entend par « externalités » les activités dérivées des processus de production d'une entreprise qui affectent d'autres personnes ou l'environnement, sans que ces effets ne se reflètent dans les prix de production. Ces effets sont supportés par la société dans son ensemble et n'ont aucune incidence sur l'entreprise.
- <sup>13</sup> Voir par exemple R. Prebisch (1981), *Capitalismo periférico: crisis y transformación*, Fonds pour la culture économique [espagnol], PP. 7-57 <https://repositorio.cepal.org/entities/publication/c5cf44dd-241e-49c1-9f94-748c2de91a7e> ; Theotonio dos Santos (1998), *The theory of dependency, a historical and theoretical balance*. Dans : *Los retos de la globalización*. Ensayo en homenaje a Theotonio Dos Santos. Francisco López Segrera (ed.) [espagnol]. UNESCO, Caracas, Venezuela. <http://bibliotecavirtual.clacso.org.ar/ar/libros/unesco/santos.rtf>.
- <sup>14</sup> Banque interaméricaine de développement (16 novembre 2023), *Remittances to Latin America and the Caribbean set a new record*. Communiqué de presse. Dernière visite le 26 mars 2024. <https://www.iadb.org/en/news/remittances-latin-america-and-caribbean-set-new-record>
- <sup>15</sup> N. Quiroga Díaz (2019), « Repensando las economías sociales, solidarias y populares en clave de un feminismo emancipatorio ». Dans *Luchas y alternativas por una economía feminista emancipatoria*, publié par P. Dobre et N. Quiroga Díaz, 152-68. Buenos Aires : Consejo Latinoamericano de Ciencias Sociales.
- <sup>16</sup> CEPAL (2023), *La sociedad del cuidado: horizonte para una recuperación sostenible con igualdad de género*. Santiago, 2023.
- <sup>17</sup> Dirección Nacional de Economía, Igualdad y Género (2020), *Los cuidados, un sector económico estratégico. Medición del aporte del Trabajo doméstico y de cuidados no remunerado al Producto Interno Bruto*. Buenos Aires : Ministerio de Economía, Argentina. Dernière visite le 26 mars 2024. [https://www.argentina.gob.ar/sites/default/files/los\\_cuidados\\_-\\_un\\_sector\\_economico\\_estrategico\\_0.pdf](https://www.argentina.gob.ar/sites/default/files/los_cuidados_-_un_sector_economico_estrategico_0.pdf)
- <sup>18</sup> Natalia Quiroga Díaz (2024) 'The Latin American Feminist Economy, a critique on the processes of coloniality'. In *Permanent Seminar on Social and Solidarity Economy, Session 5* (2024). Western Institute of Technology and Higher Education (ITESO). <https://www.youtube.com/watch?v=fw3E10gv07o>

- <sup>19</sup> ReNaCom. <https://www.argentina.gob.ar/desarrollosocial/renacom>. Dernière visite le 26 mars 2024.
- <sup>20</sup> La Poderosa (1<sup>er</sup> juin 2023), *Proyecto de ley cocineras: puntos claves*. Communiqué de presse [espagnol]. Dernière visite le 26 mars 2024. <https://lapoderosa.org.ar/2023/06/proyecto-de-ley-cocineras-puntos-claves>
- <sup>21</sup> A. Parvez Butt, E. Berkhout, M. Chawkat Zaghbour, A. Bush, L. Liepollo Pheko et R. Verma *Au-delà du PIB : trouver des alternatives radicales : Pourquoi il est urgent de mettre en place des alternatives féministes et décoloniales au PIB*. Oxfam GB.  
Dernière visite le 4 avril 2024. <https://policy-practice.oxfam.org/fr/resources/au-dela-du-pib-trouver-des-alternatives-radicales-pourquoi-il-est-urgent-de-mettre-en-place-des-alternatives-feministes-et-decoloniales-au-pib/>
- <sup>22</sup> A. O'Neill (2023), *France: Gross Domestic Product (GDP) in Current Prices from 1987 to 2028*. Statista. Dernière visite le 4 avril 2024. <https://www.statista.com/statistics/263575/gross-domestic-product-gdp-in-france>
- <sup>23</sup> N.S. Sylla, F. Pigeaud, C. Dite (26 avril 2021), « Africa: How France Continues to Dominate Its Former Colonies in Africa ». Comité pour l'abolition des dettes illégitimes. <https://www.cadtm.org/Africa-How-France-Continues-to-Dominate-Its-Former-Colonies-in-Africa>
- <sup>24</sup> JASS (4 août 2017), *Notes on the Just Transition Framework from the JASS experience*. Communiqué de presse. Dernière visite le 4 avril 2024. <https://justassociates.org/notes-on-the-just-transition-framework-from-the-jass-experience>
- <sup>25</sup> S. MacGregor, S. Arora-Jonsson et M. Cohen (2022), *Caring in a Changing Climate: Centering Care Work in Climate Action*. Oxfam Amérique. Dernière visite le 4 avril 2024. <https://oxfamlibrary.openrepository.com/bitstream/handle/10546/621353/rr-caring-in-a-changing-climate-230222-en.pdf;jsessionid=8EA5242841DD4FBE41B9A051AFF006C4?sequence=1>
- <sup>26</sup> Internationale des services publics (2024), *Manifeste : Reconstruire l'organisation sociale des soins*. Dernière visite le 4 avril 2024. <https://publicservices.international/resources/campaigns/care-manifesto-rebuilding-the-social-organization-of-care?id=11655&lang=fr>
- <sup>27</sup> Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (1995), *Women, Agriculture and Rural Development: A Synthesis Report of the Africa Region*. FAO. Dernière visite le 4 avril 2024. <https://www.fao.org/3/X0250E/x0250e03.htm>
- <sup>28</sup> How Much of the Labor in African Agriculture Is Provided by Women?  
<https://documents1.worldbank.org/curated/en/979671468189858347/pdf/How-much-of-the-labor-in-African-agriculture-is-provided-by-women.pdf>
- <sup>29</sup> K. Świetlik (2018), 'Economic Growth Versus the Issue of Food Security in Selected Regions and Countries Worldwide'. *Problems of Agricultural Economics*, 3(356), 127–49.
- <sup>30</sup> J. Eddis (5 avril 2014), *Critical reflections: contrasting food sovereignty with food security*. Blog du réseau PENHA. Dernière visite le 4 avril 2024. <https://www.penhanetwork.org/blog/critical-reflections-contrasting-food-sovereignty-with-food-security>
- <sup>31</sup> Ibid.
- <sup>32</sup> Ibid.
- <sup>33</sup> C. Flora (2011), 'Schanbacer, William D: The Politics of Food: The Global Conflict Between Food Security and Food Sovereignty'. *Journal of Agricultural & Environmental Ethics*, 24, 545–547.
- <sup>34</sup> War on Want (2022), *Profiting from Hunger: Popular Resistance to Corporate Food Systems*. Dernière visite le 4 avril 2024. <https://waronwant.org/resources/profitng-hunger>
- <sup>35</sup> 50 millions de personnes dans le monde sont victimes de l'esclavage moderne  
<https://www.ilo.org/fr/resource/news/50-millions-de-personnes-dans-le-monde-sont-victimes-de-esclavage-moderne>
- <sup>36</sup> Global Estimates of Modern Slavery  
[https://www.ilo.org/sites/default/files/wcmsp5/groups/public/@dgreports/@dcomm/documents/publication/wcms\\_575479.pdf](https://www.ilo.org/sites/default/files/wcmsp5/groups/public/@dgreports/@dcomm/documents/publication/wcms_575479.pdf)
- <sup>37</sup> G. Lebaron et A.J. Ayers (2013), 'The Rise of a 'New Slavery'? Understanding African Unfree Labour Through Neoliberalism'. *Third World Quarterly*, 34(5), 873–892.
- <sup>38</sup> The Political Economy of Modern Slavery <https://documentation.lastradainternational.org/lsidocs/3071-The%20political%20economy%20of%20new%20slavery.pdf>
- <sup>39</sup> Ibid.
- <sup>40</sup> The Problem of Human Trafficking in Kenya  
<https://www.crimeresearch.go.ke/wp-content/uploads/2022/11/Report-on-the-Problem-of-Human-Trafficking-in-Kenya.pdf>
- <sup>41</sup> I. Bakker et S. Gill, eds. (2003), *Power, Production and Social Reproduction: Human In/security in the Global Political Economy*. Basingstoke: Palgrave. Dernière visite le 4 avril 2024.  
[https://books.google.mw/books/about/Power\\_Production\\_and\\_Social\\_Reproduction.html?id=zip-DAAAQBAJ&redir\\_esc=y](https://books.google.mw/books/about/Power_Production_and_Social_Reproduction.html?id=zip-DAAAQBAJ&redir_esc=y)

- <sup>42</sup> C. Mattei (2022), *The Capital Order: How Economists Invented Austerity and Paved the Way to Fascism*. Chicago: University of Chicago Press.
- <sup>43</sup> J. Ghosh (mars 2024), *Comment et pourquoi la science économique doit-elle changer ?*. Blog Finances & Développement, FMI. Dernière visite le 4 avril 2024. <https://www.imf.org/fr/Publications/fandd/issues/2024/03/Symposium-Why-and-how-economics-must-change-Jayati-Ghosh>
- <sup>44</sup> S. Cook et N. Kabeer. (2023), *From Economic Growth to a Wellbeing Economy: Notes for a Feminist Foreign Policy*. AFFPC Issue Paper Series, Number 11. Australian Feminist Foreign Policy Coalition. Dernière visite le 4 avril 2024. <https://iwda.org.au/assets/files/Wellbeing-and-Feminist-Foreign-Policy-AFFPC-Issue-Paper-11-1-1.pdf>
- <sup>45</sup> Voir A. Beneria (1992), « Accounting for Women's Work: The Progress of Two Decades ». *World Development*, 20(11), 1547-60 ; A. Parvez Butt, E. Berkhout, M. Chawkat Zaghbour, A. Bush, L. Liepollo Pheko et R. Verma (2023), *Au-delà du PIB : trouver des alternatives radicales. Pourquoi il est urgent de mettre en place des alternatives féministes et décoloniales au PIB*. Oxfam GB. Dernière visite le 7 mai 2024. <https://policy-practice.oxfam.org/fr/resources/au-dela-du-pib-trouver-des-alternatives-radicales-pourquoi-il-est-urgent-de-mettre-en-place-des-alternatives-feministes-et-decoloniales-au-pib/>
- <sup>46</sup> Fonds monétaire international. Dernière visite le 23 juin 2024. <https://www.imf.org/en/Publications/fandd/issues/Series/Back-to-Basics/gross-domestic-product-GDP#:~:text=GDP%20measures%20the%20monetary%20value,a%20quarter%20or%20a%20year>
- <sup>47</sup> Ibid.
- <sup>48</sup> OCDE (2018), Including unpaid household activities: An estimate of its impact on macro-economic indicators in the G7 economies and the way forward. <https://www.oecd-ilibrary.org/docserver/bc9d30dc-en.pdf?expires=1719146155&id=id&accname=guest&checksum=0B0D10B86A7ED96F16DCF49E2F457851; p. 10>
- <sup>49</sup> Banque mondiale (2024), *Gender Data Portal : Middle East & North Africa*. <https://genderdata.worldbank.org/regions/middle-east-north-africa>
- <sup>50</sup> SIPRI (2023), SIPRI Military Expenditure Data. <https://www.sipri.org/databases/milex> Les pays de la région MENA inclus dans le calcul de ce pourcentage sont les suivants : Bahreïn, Egypte, Iraq, Iran, Jordanie, Koweït, Oman, Arabie saoudite, Algérie, Libye et Tunisie.
- <sup>51</sup> <https://www.reuters.com/article/idUSN25408297/>
- <sup>52</sup> <https://www.imf.org/-/media/external/country/WBG/RR/2012/091912.ashx>
- <sup>53</sup> <https://unctad.org/news/economic-reality-occupied-palestinian-territory-bleaker-ever>
- <sup>54</sup> <https://www.focus-economics.com/country-indicator/Morocco/gdp/>
- <sup>55</sup> <https://www.brettonwoodsproject.org/wp-content/uploads/2023/10/MENA-region-and-IMF-reform.pdf>
- <sup>56</sup> M. Mossallem (2015), The IMF in the Arab world: Lessons unlearned. Dernière visite le 26 juillet 2024. <https://www.brettonwoodsproject.org/wp-content/uploads/2015/12/final-MENA-report.pdf>
- <sup>57</sup> <https://www.theguardian.com/business/2016/may/27/austerity-policies-do-more-harm-than-good-imf-study-concludes>
- <sup>58</sup> <https://policy-practice.oxfam.org/resources/the-gendered-impact-of-imf-policies-in-mena-the-case-of-egypt-jordan-and-tunisi-620878/>
- <sup>59</sup> F. Alvaredo, L. Assouad et T. Piketty (2019), Measuring Inequality in the Middle East 1990-2016: The World's Most Unequal Region? *Review of Income and Wealth* 65, n° 4 : 685-711. <https://doi.org/10.1111/roiw.12385>
- <sup>60</sup> Dans des termes plus techniques, le courant économique général actuel, dont l'approche du calcul du PIB, privilégie une conception des problématiques économiques positiviste plutôt que normative. L'économie positive s'intéresse à la situation réelle alors que l'économie normative envisage ce à quoi le contexte devrait ressembler, en portant un jugement de valeur sur notre conception du développement économique et les mesures qu'il est nécessaire de prendre pour avancer.
- <sup>61</sup> Voir par exemple [https://www.binaagarwal.com/academic\\_papers.htm](https://www.binaagarwal.com/academic_papers.htm)
- <sup>62</sup> Voir par exemple : J. Ghosh (2009), *Never Done and Poorly Paid Women's Work in Globalising India*. Women Unlimited 2009. Disponible à l'adresse : <https://www.amazon.co.uk/Never-Done-Poorly-Paid-Globalising/dp/8188965448>
- <sup>63</sup> Voir par exemple : V. Shiva (1<sup>er</sup> novembre 2013) « How economic growth has become anti-life ». *The Guardian*. Disponible à l'adresse : <https://www.theguardian.com/commentisfree/2013/nov/01/how-economic-growth-has-become-anti-life>
- <sup>64</sup> Voir par exemple : *Live Encounters* (en ligne) (non daté), « Dr Devaki Jain: Overview of close encounters of another kind ». Dernière visite le 24 septembre 2024. Disponible à l'adresse : <https://liveencounters.net/2018-le-mag/12-december-vol-one-2018/dr-devaki-jain-overview-of-close-encounters-of-another-kind/>
- <sup>65</sup> Par exemple, voir cet entretien avec Vandana Shiva : <https://www.thesunmagazine.org/articles/22893-biting-the-hand-that-feeds-how-globalization-cripples-small-farms>.
- <sup>66</sup> Voir par exemple : G. Divya (3 juillet 2023), « Explained: Mahbub ul Haq's Contribution to the Concept Of Human Development ». *The Times of India* (en ligne). <https://www.indiatimes.com/explainers/news/explained-mahbub-ul-hags-contribution-to-the-concept-of-human-development-604076.html>
- <sup>67</sup> Voir par exemple : A. Sen (1995), « *Inequality re-examined* ». Oxford University Press.

- <sup>68</sup> A. Mukherjee (2010), « Empire: How Colonial India Made Modern Britain » dans *Economic and Political Weekly*, Vol. 45, N° 50 (11-17 décembre 2010), pp. 73-82. <https://www.jstor.org/stable/25764217>
- <sup>69</sup> S. Wettimuny (29 octobre 2022), The Colonial History of Islamophobic Slurs in Sri Lanka. History Workshop. <https://www.historyworkshop.org.uk/empire-decolonisation/colonial-history-islamophobia>
- <sup>70</sup> A. Berg, H. Chhaparia, S. Hedrich et K. H. Magnus (25 mars 2021), *What's next for Bangladesh's garment industry, after a decade of growth?* McKinsey & Company. <https://www.mckinsey.com/industries/retail/our-insights/whats-next-for-banqladeshs-garment-industry-after-a-decade-of-growth>
- <sup>71</sup> « What are the challenges faced by women garment workers in the garment industry? 4 Answers from Research papers » (n.d.), SciSpace - Question. <https://typeset.io/questions/what-are-the-challenges-faced-by-women-garment-workers-in-3dx2rgxkik>
- <sup>72</sup> A. Mezzadri (2016), Class, gender and the sweatshop: on the nexus between labour commodification and exploitation. *Third World Quarterly*, 37(10), 1877-1900. <https://doi.org/10.1080/01436597.2016.1180239>
- <sup>73</sup> Ibid.
- <sup>74</sup> M. A. Islam, P. Abbott, S. Haque, F. Gooch (2023), *Impact of Global Clothing Retailers' Unfair Practices on Bangladeshi Suppliers during Covid-19*, University of Aberdeen, Aberdeen. [https://www.abdn.ac.uk/news/documents/Impact of Global Clothing Retailers Unfair Practices on Bangladeshi Suppliers During COVID-19.pdf](https://www.abdn.ac.uk/news/documents/Impact%20of%20Global%20Clothing%20Retailers%20Unfair%20Practices%20on%20Bangladeshi%20Suppliers%20During%20COVID-19.pdf)
- <sup>75</sup> J. Hasell, P. Arriagada, E. Ortiz-Ospina, M. Roser (n.d.), « Economic Inequality ». *Our World in Data* (en ligne). <https://ourworldindata.org/economic-inequality>
- <sup>76</sup> <https://asiapacific.unwomen.org/en/digital-library/publications>
- <sup>77</sup> G. Dwivedi (26 juin 2023), « World Inequality Report: India Has 85% Billionaires From Upper Castes, None From Scheduled Tribes ». *NDTV.com*. <https://www.ndtv.com/india-news/world-inequality-report-over-85-of-indian-billionaires-from-upper-castes-none-from-scheduled-tribes-5974949>
- <sup>78</sup> A. Deshpande (20 juin 2024), « Cost of inequality: What India's 129 rank in Global Gender Gap Index means ». *Indian Express* (en ligne). <https://indianexpress.com/article/opinion/columns/cost-of-inequality-what-indias-129-rank-in-global-gender-gap-index-means-9402976/>
- <sup>79</sup> N. Dhungel (6 octobre 2023), « Debt dynamics in South Asia ». *The Kathmandu Post*. <https://kathmandupost.com/columns/2023/10/06/debt-dynamics-in-south-asia>
- <sup>80</sup> Voir par exemple : P. Samal et A. T. Y. To (4 avril 2024), *Up & coming: Unpacking South Asia's growing role in global debt*. Blogs de la Banque mondiale. <https://blogs.worldbank.org/en/opendata/coming-unpacking-south-asias-growing-role-global-debt>
- <sup>81</sup> N. Chadha (10 janvier 2023), « Sri Lanka's menstrual product tax exacerbates inequality ». *International Media Support* (en ligne). <https://www.mediasupport.org/in-depth/navigating-a-changing-world/the-cost-of-being-a-sri-lankan-woman/>
- <sup>82</sup> Oxfam (2022), *L'austérité : aussi une question de genre : Comment les choix de politique économique dominants constituent une forme de violence basée sur le genre*, Policy & Practice. <https://policy-practice.oxfam.org/fr/resources/lausterite-aussi-une-question-de-genre-comment-les-choix-de-politique-economique-dominants-constituent-une-forme-de-violence-basee-sur-le-genre/>
- <sup>83</sup> M. S. Haque (1999), « The Fate of Sustainable Development under Neo-Liberal Regimes in Developing Countries » dans *International Political Science Review*, Vol. 20, N° 2 (avril 1999), pp. 197-218. Sage Publications, Ltd. <https://www.jstor.org/stable/1601575>
- <sup>84</sup> « Changing land ownership, agricultural, and economic systems » (n.d.), *Environment & Society Portal*. Dernière visite le 24 septembre 2024. <https://www.environmentandsociety.org/exhibitions/famines-india/changing-land-ownership-agricultural-and-economic-systems>
- <sup>85</sup> M. S. Haque (1999), op. cit.
- <sup>86</sup> R. Cecchi (17 janvier 2023), « Asie : Les risques climatiques, l'une des principales vulnérabilités de l'Asie ». *Credendo*. <https://credendo.com/fr/knowledge-hub/asie-les-risques-climatiques-lune-des-principales-vulnerabilites-de-lasie>
- <sup>87</sup> Voir par exemple : <https://earth.org/deforestation-in-southeast-asia/>
- <sup>88</sup> O. Lai (7 Mars 2022) 'Deforestation in Southeast Asia: Causes and Solutions'. Earth.org. <https://www.economicsobservatory.com/climate-change-what-are-the-economic-impacts-and-potential-solution>
- <sup>89</sup> Programme des Nations Unies pour le développement (19 juillet 2022), « On tap: How the Maldives is restoring water security on its most vulnerable outer islands ». *ReliefWeb*. <https://reliefweb.int/report/maldives/tap-how-maldives-restoring-water-security-its-most-vulnerable-outer-islands>
- <sup>90</sup> Ibid.
- <sup>91</sup> M. N. Butt, S. K. Shah et F. A. Yahya (2020), « Caregivers at the frontline of addressing the climate crisis ». *Gender & Development*, 28 (3), 479-498. <https://doi.org/10.1080/13552074.2020.1833482>
- <sup>92</sup> Groupe de la Banque mondiale, « Dépenses militaires (% du PIB) - South Asia ». Dernière visite le 24 septembre 2024. <https://donnees.banquemondiale.org/indicateur/MS.MIL.XPND.GD.ZS?locations=8S>
- <sup>93</sup> Ibid.

- <sup>94</sup> S. Ismail (2017), « Military Expenditure and Economic Growth in South Asian Countries: Empirical Evidences ». *International Journal of Economics and Financial Issues*, 2017, 7(3), pp. 318-325. <https://dergipark.org.tr/download/article-file/365382>
- <sup>95</sup> S. Perlo-Freeman (30 août 2016), « The opportunity cost of world military spending ». *Peace Women*. Ligue internationale des femmes pour la paix et la liberté. <http://www.peacewomen.org/resource/opportunity-cost-world-military-spending>
- <sup>96</sup> E. Lwamba, S. Shisler, W. Riddlehoover, M. Kupfer, N. Tshabalala, P. Nduku, L. Langer, S. Grant, A. Sonnenfeld, D. Anda, J. Evers, B. Snilstveit (2022), « Strengthening women's empowerment and gender equality in fragile contexts towards peaceful and inclusive societies: A systematic review and meta-analysis ». *Campbell Systematic Reviews*. 8 mars 2022 ;18(1):e1214. DOI : 10.1002/cl2.1214. PMID : 36913184 ; PMCID : PMC8904729. <https://www.ncbi.nlm.nih.gov/pmc/articles/PMC8904729/>
- <sup>97</sup> C. U. Thresia (21 octobre 2014), *Social Inequities and Exclusions in Kerala's 'Egalitarian' Development*. Monthly Review
- <sup>98</sup> PNUD (2018), *Time Use Surveys and Statistics in Asia and the Pacific*. <https://www.undp.org/asia-pacific/publications/time-use-surveys-and-statistics-asia-and-pacific>
- <sup>99</sup> J. Urban et A. Pürckhauer (18 décembre 2016), « Économie féministe : Les perspectives de l'économie pluraliste », *Exploring Economics* (en ligne). <https://www.exploring-economics.org/fr/orientation/feminist-economics/>
- <sup>100</sup> A. Paterino (17 avril 2023), « How to mobilise young feminists for climate justice! » WECF - Construire avec les femmes un monde sain, durable et équitable. <https://www.wecf.org/how-to-mobilise-young-feminists-for-climate-justice/>
- <sup>101</sup> H. Bandara (30 mars 2018), « The 25 Percent Quota & Women In Sri Lankan Politics ». *Colombo Telegraph* (en ligne). <https://www.colombotelegraph.com/index.php/the-25-percent-quota-women-in-sri-lankan-politics/>
- <sup>102</sup> C20 Brazil – voir : <https://c20brasil.org/about-c20/>. Dernière visite le 15 août 2024.
- <sup>103</sup> People's 20 – voir : <http://peoples20.org/en/main.php>. Dernière visite le 15 août 2024.

## Documents de discussion d'Oxfam

Les documents de discussion d'Oxfam visent à contribuer au débat public et à susciter des réactions sur les questions de développement et de politique humanitaire. S'agissant de « travail en cours », ces documents ne constituent pas nécessairement des publications finales et ne reflètent pas les positions politiques d'Oxfam. Les opinions et recommandations exprimées sont celles de l'auteur et pas forcément celles d'Oxfam.

Pour plus d'informations ou pour partager vos remarques sur ce document, veuillez envoyer un courriel à [policyandpractice@oxfam.org.uk](mailto:policyandpractice@oxfam.org.uk).

© Oxfam International Décembre 2024

Ce document est soumis aux droits d'auteur mais peut être utilisé librement à des fins de campagne, d'éducation et de recherche moyennant mention complète de la source. Le détenteur des droits demande que toute utilisation lui soit notifiée à des fins d'évaluation. Pour copie dans toute autre circonstance, réutilisation dans d'autres publications, traduction ou adaptation, une permission doit être accordée et des frais peuvent être demandés. Courriel : [policyandpractice@oxfam.org.uk](mailto:policyandpractice@oxfam.org.uk).

Les informations contenues dans ce document étaient correctes au moment de la mise sous presse.

Publié par Oxfam GB pour Oxfam International en Décembre 2024.

DOI : 10.21201/2024.000046

Oxfam GB, Oxfam House, John Smith Drive, Cowley, Oxford, OX4 2JY, Royaume-Uni.

## OXFAM

Oxfam est une confédération internationale composée de 21 organisations qui, aux côtés de ses partenaires et alliés, vient en aide à des millions de personnes dans le monde. Ensemble, ils luttent contre les inégalités afin de mettre un terme à la pauvreté et à l'injustice, maintenant et sur le long terme, pour un avenir à égalité. Pour plus d'informations, veuillez contacter l'une des organisations ou vous rendre sur [www.oxfam.org](http://www.oxfam.org).

Oxfam Afrique du Sud ([www.oxfam.org.za](http://www.oxfam.org.za))

Oxfam Allemagne ([www.oxfam.de](http://www.oxfam.de))

Oxfam Amérique ([www.oxfamamerica.org](http://www.oxfamamerica.org))

Oxfam Aotearoa ([www.oxfam.org.nz](http://www.oxfam.org.nz))

Oxfam Australie ([www.oxfam.org.au](http://www.oxfam.org.au))

Oxfam-en-Belgique ([www.oxfamsol.be](http://www.oxfamsol.be))

Oxfam Brésil ([www.oxfam.org.br](http://www.oxfam.org.br))

Oxfam Canada ([www.oxfam.ca](http://www.oxfam.ca))

Oxfam Colombie ([www.oxfamcolombia.org](http://www.oxfamcolombia.org))

Oxfam France ([www.oxfamfrance.org](http://www.oxfamfrance.org))

Oxfam GB ([www.oxfam.org.uk](http://www.oxfam.org.uk))

Oxfam Hong Kong ([www.oxfam.org.hk](http://www.oxfam.org.hk))

Oxfam IBIS (Danemark) ([www.oxfamibis.dk](http://www.oxfamibis.dk))

Oxfam Inde ([www.oxfamindia.org](http://www.oxfamindia.org))

Oxfam Intermón (Espagne) ([www.oxfamintermon.org](http://www.oxfamintermon.org))

Oxfam Irlande ([www.oxfamireland.org](http://www.oxfamireland.org))

Oxfam Italie ([www.oxfamitalia.org](http://www.oxfamitalia.org))

Oxfam Mexique ([www.oxfammexico.org](http://www.oxfammexico.org))

Oxfam Novib (Pays-Bas) ([www.oxfamnovib.nl](http://www.oxfamnovib.nl))

Oxfam Québec ([www.oxfam.qc.ca](http://www.oxfam.qc.ca))

KEDV ([www.kedv.org.tr](http://www.kedv.org.tr))